

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 463 - 1 €

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire  
1 €, 3 FS, £ 1  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire  
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -  
**No 463**  
Août-Septembre 2002  
39<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

- Les prolétaires palestiniens en lutte contre leurs dirigeants bourgeois
- A propos de la crise dans le CCI
- L'Amérique latine dans la tourmente
- Sarkozy, continuateur de Jospin
- Lutte de classes en Chine
- Tunisie: farce électorale et répression permanente

## Solidarité prolétarienne avec les travailleurs sans-papiers!

En juin dernier la question de l'«immigration illégale» a été sans doute le point le plus important du Sommet des chefs d'Etat européens à Séville. Le gouvernement britannique du travailliste Tony Blair et le gouvernement espagnol du conservateur Aznar, appuyés par ceux du social-démocrate Schröder et du réactionnaire Berlusconi voulaient en particulier que l'Europe sanctionne économiquement les pays d'où viennent ces immigrés (surtout le Maroc pour l'Espagne, la Turquie et l'ex-Yougoslavie pour les autres). L'opposition de la France et de la Suède fit abandonner l'idée de sanctions. Ce n'était pas pour des raisons «morales» ou «humanistes» - comme le prétendirent les Français et les Suédois, mais pour de sordides raisons politico-économiques que ces derniers s'opposaient à des sanctions contre les pays: s'agissant d'Etats qui sont en général sous la dépendance plus ou moins grande des impérialismes européens, toute sanction significative risquerait en fait d'affaiblir cette dépendance au profit d'impérialismes concurrents. L'impérialisme français qui au Maroc est concurrencé par le dynamisme des entreprises espagnoles, ne perd pas une occasion de se présenter comme le défenseur en Europe de ce pays face à l'Espagne: il a encore joué cette comédie lors de la grotesque affaire d'un îlot rocheux situé à quelques centaines de mètres des côtes marocaines et que se disputent les deux Etats.

Mais si les dirigeants bourgeois européens n'ont finalement pas voulu heurter de front d'autres bourgeois, ils ont tous réaffirmé encore une fois leur politique répressive contre les immigrés sans-papiers, laissant ouverte la menace contre les Etats qui ne collaboreraient pas assez sérieusement à la lutte contre cette immigration, c'est-à-dire qui ne fliqueraient pas assez leur population: ces pays doivent ouvrir en grand leurs frontières et leurs économies aux marchandises et aux capitaux impérialistes, mais les fermer aux prolétaires qui cherchent désespérément à fuir la misère et la répression. Voilà à quoi se résume la morale et l'humanisme des bourgeois...

Les discussions de Séville reflètent une orientation générale de la classe dirigeante

( Suite en page 2 )

## De la défaite de l'électoralisme à la reprise de la lutte de classe révolutionnaire!

### ARITHMÉTIQUE ÉLECTORALE

Les résultats des élections législatives qui ont conclu l'orgie électorale de ce printemps méritent quelques commentaires; on peut y relever en effet quelques phénomènes intéressants qui corrigent dans une certaine mesure les enseignements des présidentielles. Nous ne voulons pas parler de la victoire de la droite qui était acquise tant les partis de la gauche plurielle, partant battus après avoir appelé à élire Chirac, ont semblé ne faire campagne qu'à contrecœur: ils ne voulaient pas d'une nouvelle cohabitation qui aurait été la conséquence obligatoire de leur éventuelle victoire électorale - hypothèse qui n'était théoriquement pas absurde - après les résultats désastreux de celle qui vient de se terminer.

A un niveau plus profond cette attitude correspond au besoin pour le système politique bourgeois que les partis réformistes classiques, usés par leur passage au gouvernement, essayent de se requinquer par une cure prolongée d'opposition. En rejouant la

comédie de la défense des «classes populaires», des «exclus» et de l'opposition aux «excès» du capitalisme ou, plutôt, du «libéralisme», au lieu d'apparaître comme des vendus à la bourgeoisie, ils pourraient acquérir de nouvelles forces, renouer les liens passablement distendus avec la classe ouvrière et les mouvements sociaux, se renouveler d'une façon ou d'une autre. Mais bien entendu cela ne leur sert qu'à accomplir la seule chose que le réformisme sait et peut faire, celle, irremplaçable, de la **défense de l'ordre bourgeois**, par le dévoiement de toutes les poussées de lutte et de tous les mouvements qu'il contrôle ou influence, par l'isolement et la répression de tous ceux qui échappent à son influence.

Le phénomène le plus significatif de ces élections législatives a été l'épuisement très rapide de la formidable campagne de propagande des présidentielles contre l'abstention et pour le vote Chirac, sur le thème de l'antifascisme. Les tentatives d'agiter encore le danger Le Pen (il y aurait eu le risque que l'extrême droite soit présente au deuxi-

ème tour dans 300 circonscriptions) n'étaient guère crédibles et elles se sont d'ailleurs à peu près limitées à éviter un effondrement des partis réformistes. Le taux d'abstention qui avait alarmé les commentateurs lors du premier tour de la présidentielle a atteint à nouveau des sommets: 35,62 %, le taux le plus élevé à une élection législative depuis plus d'un siècle!

L'extrême droite ayant fait un mauvais score, beaucoup de commentateurs ont attribué cette poussée d'abstentionnistes aux électeurs de Le Pen et de Mégret qui auraient décidé de ne pas aller voter. Mais rien n'est moins sûr, si l'on se fie à une enquête (*Le Monde - Sofres*) sur les abstentionnistes aux législatives: près de 43 % de ceux-ci se seraient déjà abstenus lors de la présidentielle, tandis que 6 % avaient voté à l'extrême gauche, 25 % à gauche, 20 % à droite et seulement 7 % à l'extrême droite. Si l'on regarde par catégorie sociologique, on voit que 59 % des chômeurs se seraient abstenus,

( Suite en page 2 )

## Aux prolétaires israéliens Aux prolétaires palestiniens Aux prolétaires d'Europe et d'Amérique

Jamais les capitalistes, les bourgeois, les laquais de la bourgeoisie, les bourgeois déguisés en prolétaires ou en communistes, n'ont consacré leur énergie, leurs espoirs, leurs attentes, leurs forces pour d'autre but que pour défendre par tous les moyens possibles les intérêts de la classe à qui ils appartiennent vraiment, et dont dépendent leur vie, leurs privilèges, leur richesse: les intérêts de classe de la bourgeoisie.

Tout prolétaire sait dans sa chair que le bourgeois l'exploite, le rejette s'il ne peut plus l'exploiter, l'abandonne à la misère et à la faim, le massacre dans les usines, les chantiers, les mines, sur les routes ou dans les guerres. Mais il sait aussi que tout seul il n'a pas la force de s'opposer à ce fatal mécanisme d'oppression salariale et sociale, et que ce n'est qu'**en s'organisant dans et pour la lutte** qu'il est possible de voir la lueur d'un avenir différent.

L'histoire des peuples est l'histoire des luttes entre les classes sociales qui existent partout: d'un côté les classes qui imposent et défendent leurs privilèges sociaux et leur domination économique, politique et sociale sur toute la population; de l'autre les classes qui sont soumises à cette domination et qui se défendent contre la violence politique économique et sociale des premières. L'histoire des luttes de classe a commencé à l'époque des premières sociétés esclavagistes pour aller jusqu'à la société actuelle où tous les anciens modes de production ont été

dépassés, et où toutes les anciennes contradictions et divisions ont été condensées dans le mode de production du capitalisme moderne, dernière des sociétés de classes, qui domine toute l'humanité.

En Israël comme en Chine, aux Etats-Unis comme au Népal, en Argentine comme au Rwanda, en Australie comme dans le Mato Grosso, là où le développement est maximum comme là où l'arriération économique condamne des millions d'êtres humains à la misère et à la faim, partout régnent depuis longtemps les lois implacables du capital.

Le développement du capitalisme, du point de vue économique et donc aussi du point de vue social et politique, n'a jamais été et ne peut être harmonieusement équilibré: il a toujours été, selon Marx, un développement inégal. Les pays qui en raison de causes historiques et matérielles se sont développés les premiers, ont imposé au monde ce mode de production et se sont également imposés en position dominante.

Le gigantesque progrès économique, social et politique représenté par le capitalisme par rapport aux anciens modes de production, s'est progressivement transformé en un obstacle au développement des pays les plus pauvres mais aussi à un développement ultérieur sur tous les plans du monde entier. En faisant disparaître les vieilles sociétés précapitalistes le capitalisme a fait faire un pas historique en avant à l'humanité; il a fait

surgir la bourgeoisie moderne à la place des anciennes classes dominantes et de l'autre côté, le **prolétariat**, la classes des sans-réserves qui ne possèdent rien que leur force de travail; la production capitaliste implique que cette force de travail soit utilisée à travers le système du **salarial**. Depuis que domine le mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, la vie de tous les pays, développés ou non, dépend du rapport entre **capital et travail salarié**.

L'universalisation du capital, déjà décrite par Marx et que de soit-disant découvreurs de nouveautés économiques ont appelé «globalisation», a lié le destin de toute l'humanité à la vie économique et financière des grandes puissances; le moindre recoin de la planète est devenu une zone d'intérêts pour un pays plus puissant, les moindres populations, même les plus perdues, voient leur sort dépendre de l'économie des métropoles capitalistes. Mais cette universalisation a aussi produit la généralisation du travail salarié; elle engendre des masses de plus en plus nombreuses de prolétaires unis par la même condition de sans-réserves, que leurs intérêts immédiats comme à plus long terme poussent toujours plus contre les intérêts bourgeois, creusant un antagonisme social qui débouchera inévitablement sur l'affrontement historique décisif entre le prolétariat international et la bourgeoisie mondiale pour

( Suite en page 4 )

## Solidarité prolétarienne avec les travailleurs sans-papiers!

( Suite de la page 1 )

européenne qui se traduit partout par un durcissement des lois et mesures contre les travailleurs immigrés et les réfugiés. En France, suivant en la matière la politique du gouvernement de gauche précédent, le nouveau gouvernement de droite prévoit de durcir la politique de «lutte contre l'immigration clandestine».

Les premières victimes sont les travailleurs sans-papiers qui avaient osé s'organiser et lutter dans les derniers mois. Depuis la mi-juin une cinquantaine de sans-papiers dont une vingtaine membres de divers collectifs, ont été discrètement expulsés dans toute la France (1).

En dépit de ce climat répressif les travailleurs sans-papiers continuent leur mouvement avec l'occupation de divers lieux où

ils peuvent briser leur isolement et trouver une force dans leur nombre. Il est sûr que le choix de ces endroits (Eglises, Musée de la Résistance à Lyon, etc.), s'il peut avoir des retombées médiatiques qui peuvent être positives (voir l'occupation de la Basilique de Saint-Denis qui a entraîné l'afflux des sans-papiers), reflète l'influence des «soutiens» démocrates avec tous leurs préjugés petits-bourgeois (manifestations pour le moins déplacées de respect à la «France éternelle», etc.). En l'absence de véritable soutien prolétarien à ces prolétaires que les organisations réformistes syndicales et politiques maintiennent isolés de leurs frères de classe, il est inévitable que pèse cette influence dont on a régulièrement vu le rôle débilant: servant d'intermédiaires ou de médiateurs avec les autorités, ces soutiens s'emploient régulièrement à modérer au nom du «réalis-

me» le mouvement et ses revendications (2). Ce ne doit être en aucun cas un prétexte pour se détourner de ce qui est fondamentalement une **lutte prolétarienne** et non une affaire de charité, de droits humains ou de démocratie. Les revendications de la coordination nationale des sans-papiers correspondent aux besoins des prolétaires: - **Régularisation pour tous avec carte de 10 ans** - **Arrêt des expulsions** - **Libération des sans-papiers emprisonnés** - **Fermeture des «centres de rétention»** (ce qu'on appelait autrefois les prisons clandestines, avant qu'elles soient régularisées) - **Abolition de la double peine** - **Droit d'asile véritable.**

Il faut ajouter que la lutte résolue **contre le contrôle de l'immigration** passe par la lutte pour l'**égalité des droits des travailleurs immigrés, contre toutes les discriminations officielles et officieuses** et **contre toutes les mesures policières** qui visent explicitement ou implicitement les travailleurs et jeunes d'origine étrangère, régulièrement dénoncés par les médias et les déclarations officielles comme des fauteurs

de trouble en tout genre.

Ces revendications doivent être soutenues par tous les travailleurs conscients que la division de la classe ouvrière ne profite qu'à la classe bourgeoise. Ils ne doivent donc pas laisser les sans-papiers, cette fraction particulièrement sans défense de leur classe, particulièrement exploitée (les patrons profitant de leur situation difficile pour leur imposer leurs volontés), seuls face à la répression de l'Etat bourgeois, car cela revient à affaiblir toute la classe ouvrière.

**Solidarité avec les sans-papiers! Français, immigrés, une seule classe ouvrière!**

(1) Selon une estimation de Sud-Education le 14 août. De nombreux sans-papiers isolés ont probablement été expulsés sans que cela se sache.

(2) «Libération» du 24/8 donne la parole à un de ces soutiens qui critique l'«extrémisme» de certains sans-papiers.

## De la défaite de l'électoratisme à la reprise de la lutte de classe révolutionnaire!

( Suite de la page 1 )

44 % des ouvriers, 40 % des employés: plus on est dans des conditions sociales défavorables - plus on est exploité, dirions-nous - et moins on croit aux bienfaits du cirque électoral, moins on se laisse prendre aux illusions électoralistes!

Si l'on se penche maintenant sur les déplacements en voix, on constate que, entre les premiers tours des élections présidentielles et législatives, l'extrême droite a perdu plus de 40 % de ses électeurs: ils sont allés en grande partie vers la droite presque complètement unie autour de Chirac qui a gagné 1.650.000 voix, tandis que l'extrême droite en perdait 2.250.000. Par rapport aux législatives de 1997, la droite gagne deux millions de voix et l'extrême droite en perd 600.000: voilà ce qui montre encore une fois le caractère très relatif de la progression de l'extrême droite qui a servi à mobiliser les foules d'électeurs apeurés vers les urnes démocratiques! Le PS et le PCF ont sans doute réussi à regagner du terrain électoral par rapport à la gifle des présidentielles: le clientélisme réformiste qui s'appuie sur les élus aux différents niveaux n'est pas mort et c'est lui qui explique cette «performance». Mais la performance est limitée puisque par rapport à 1997 le PS perd 500.000 voix et le PCF plus d'un million - soit pour ce dernier une perte de plus 48 % de ses électeurs! Dès que le PCF perd ses élus (député ou maire), ils s'effondrent à peu près complètement, parce qu'il est privé du même coup des points d'appui de ses réseaux clientélistes. C'est un signe de la perte de vitalité incurable de cet appareil réformiste qui ne survit plus que par son branchement direct avec les structures étatiques ou para-étatiques.

### DÉBÂCLE À L'EXTRÊME GAUCHE

Cependant, ceux qui ont subi une véritable hécatombe de votes entre la présidentielle et les législatives, ce sont bien les trotskystes (ou pseudo-trotskystes: le malheureux Trotsky aurait été le premier à refuser avec indignation cette appellation à ces organisations imbues d'électoratisme, de pacifisme et de légalisme!): ils perdent plus des deux-tiers de leurs voix (81 % pour LO), passant de presque 3 millions à 706 mille votes! Par rapport aux législatives précédentes de 1997, leur score confondu reste à peu près stable en pourcentage. Contrairement à ce qu'ils espéraient, ils n'ont pas réussi à confirmer leur percée électorale des présidentielles, une bonne partie des déçus de la gauche classique qui avaient alors voté pour eux étant retournés vers les vieux partis

réformistes traditionnels. Mais en outre ils n'arrivent pas, en dépit de tous leurs efforts, à récupérer les électeurs qui ont abandonné ces derniers entre les deux élections législatives et qui font le choix de l'abstention. Pour cette frange de l'électorat, ils ne représentent pas une alternative convaincante aux réformistes classiques, mais simplement une autre version du même réformisme.

Les trotskystes de Lutte Ouvrière qui depuis près de vingt cinq ans participent à toutes les élections en expliquant doctement - y compris à leurs frères ennemis de la LCR accusés de ne pas s'y intéresser sérieusement - que l'utilisation de la tribune électorale est un moyen particulièrement efficace pour propager les «idées du communisme», toucher les masses travailleuses et implanter l'organisation révolutionnaire, ont été bien mal récompensés de leur assiduité: dépassés même, comble de la honte!, par la LCR, ils ont fait pratiquement leur plus mauvais résultat électoral, après avoir été un moment crédités de 10 % des intentions de vote à la présidentielle. Bien des militants et des sympathisants de cette organisation se sont probablement posés des questions, au soir des résultats, sur le mirifique stratagème de l'électoratisme... Nous n'attendons pas de ces doutes inévitables un changement de cours de L.O. Nous avons plus d'une fois montré que cette organisation n'a jamais, contrairement à ce qu'elle prétend, utilisé les élections pour propager les «idées» - il faudrait dire plutôt le **programme** - communistes, mais pour propager le programme opportuniste, réformiste, dans une version seulement un peu plus «combative» que celle suivie à ce moment par le PCF: c'est que, si on engage tous ses efforts dans une élection, c'est pour faire des voix; et avec le programme communiste véritable, on a peu de chances de faire des voix, on a peu de chances de passer à la télé et dans les journaux bourgeois, on va heurter la masse des électeurs réformistes au lieu de la séduire. Et par définition un trotskyste (pardon, Léon!) ne heurtera jamais le réformisme, ne combattra jamais ouvertement les illusions réformistes qui à un moment donné infectent les masses de leur influence paralysante; mais, essayant de ruser, de louvoyer, de manoeuvrer, il se satellisera toujours et partout autour de ces grandes organisations contre-révolutionnaires, rabattant vers elles tous ceux qui tendent à leur échapper. Conformément à sa nature politique de classe, ce courant politique, que les communistes véritables combattaient autrefois sous le nom de «centrisme» (révolutionnaire en paroles, contre-révolutionnaire dans les faits), ne peut être plus qu'une aile radicale du

réformisme, que le «flanc-garde des agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat». En se faisant donc à chaque élection le porte-parole d'orientations réformistes - c'est-à-dire **anticommunistes** - en se faisant régulièrement l'instrument du mécanisme électoral bourgeois, bref en utilisant et en diffusant de toutes leurs forces l'électoratisme parmi les prolétaires, les différents groupes qui se prétendent révolutionnaires ne commentent pas une «erreur» de méthode; ils utilisent une méthode qui correspond exactement à leur but réel et à la place qu'ils ont acquise sur l'échiquier politique bourgeois. C'est ce dont LO a donné, donne et donnera l'exemple peut-être le plus parfait.

\* \* \*

Il serait absurde faire dire à des résultats d'élections - qui constituent toujours le degré le plus élevé de l'intoxication idéologique et de la manipulation des masses par la bourgeoisie, ses institutions et tous ses valets - plus ce qu'elles peuvent dire. Mais nous devons quand même relever, à titre de symptôme encourageant pour le futur, non seulement la perte relative d'influence sur de larges secteurs prolétaires de ce puissant mécanisme électoral de la démocratie bourgeoise, mais aussi la difficulté de la dite «extrême-gauche» à remédier à cette perte d'influence en récupérant ceux qui tendent à rompre - au moins sur le plan électoral - avec le réformisme. Au-delà des différences entre les organisations particulières, la faiblesse générale de l'influence de ce courant «centriste» sur le terrain électoral, ne signifie pas le moins du monde qu'il ne peut ou ne pourra pas jouer son rôle néfaste sur le terrain des affrontements sociaux, son rôle de conciliation et de transaction entre les poussées de lutte et l'Etat bourgeois (qu'il défend au nom de ses fonctions sociales ou de service public), son rôle d'entrave à la réorganisation classiste de minorités prolétaires. Mais elle signifie que ses rêves d'un «nouveau parti des travailleurs» ou d'une «nouvelle force ouvrière et populaire», en un mot ses rêves de prendre la relève du vieux réformisme, sont encore bien loin de pouvoir se réaliser.

Le plus grand parti qui s'est exprimé lors de cette série d'élections (plus de 14 millions de personnes), celui qui a gagné le plus de voix entre les présidentielles et les législatives (pratiquement deux millions et demi), c'est le parti de ceux - majoritairement des prolétaires - qui ont tourné le dos à la farce électorale avec la conscience sans aucun doute pas très élaborée mais tout de même très précise que ce n'est pas **sur ce terrain-**

là, par ces moyens-là, avec ces partis-là qu'ils peuvent améliorer leurs conditions et changer leur sort. Il y a encore loin de cette rupture en pratique avec l'électoratisme, de cet abandon au moins partiel et momentané du terrain de la démocratie bourgeoise où les dés sont pipés d'avance, à l'adhésion au programme, aux méthodes et au terrain de la **lutte de classe ouverte**. Le dégoût de la politique bourgeoise n'entraîne pas automatiquement la reconnaissance et la compréhension de la **politique révolutionnaire**. Le rejet des politiciens et des partis bourgeois - surtout quand ils se disent socialistes ou communistes, ne signifie pas l'acceptation de la nécessité du **parti révolutionnaire prolétarien**, authentiquement communiste. Parmi les millions de prolétaires qui ont déserté les urnes, la plupart ne voient encore d'autre alternative que le repli individualiste, le chacun pour soi. Il faudra encore du temps, de dures expériences des défaites inévitables que procurent les fausses voies réformistes, pour que les larges masses puissent se **désintoxiquer** des illusions qu'engendrent perpétuellement tous les organes ouverts ou camouflés de la bourgeoisie et que fortifient les faux révolutionnaires en prétendant les utiliser.

Mais c'est le capitalisme lui-même qui, en accroissant toujours davantage l'exploitation, l'injustice, la misère, pousse les prolétaires à la lutte et leur donne l'occasion de constater leur force de classe; c'est le capitalisme lui-même qui ne peut pas ne pas multiplier les facteurs de déstabilisation de son ordre établi, qui ne peut pas ne pas saper les fondements de la paix sociale et de la collaboration entre les classes, démentant dans la réalité ce que sa propagande affirme; c'est le capitalisme lui-même qui enseigne à la classe de ceux qu'il exploite et opprime que la démocratie est un voile mensonger et que ce n'est que par la lutte et l'affrontement violent que se décide en définitive leur sort, que se décide qui domine dans la société et dans quel but: **dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat, capitalisme ou communisme**.

La défaite de l'électoratisme, la défaite du démocratism, la défaite de toutes les vieilles habitudes réformistes et collaborationnistes, légalistes et patriotiques, la rupture avec tous les partis et organisations qui en sont le support et la reconstitution du parti de classe international, sera le résultat du développement des luttes ouvrières anticapitalistes; ce sera aussi, dialectiquement, la condition pour que ces luttes de résistance débouchent sur la **reprise de la lutte révolutionnaire de classe**, pour que celle-ci soit menée victorieusement jusqu'au renversement des Etats bourgeois, l'instauration de la dictature prolétarienne internationale, indispensable pour extirper le capitalisme et aller vers l'instauration de la société communiste.

La voie est longue et difficile, mais il n'y en a pas d'autres.

## Les prolétaires palestiniens en lutte contre leurs dirigeants bourgeois

Le bouclage répété des territoires et les destructions causées par l'armée israélienne ont causé de profonds ravages à l'économie palestinienne et jeté au chômage des dizaines de milliers de prolétaires, les condamnant à la misère noire: il seraient au nombre de 120.000 à avoir perdu leur emploi (ce qui donne des taux de chômage de 60 voire 70% dans la Bande de Gaza).

Un rapport d'une organisation américaine publié début août indiquait que plus de la moitié de la population avait dû diminuer sa consommation de nourriture au cours des dernières semaines. Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition a dramatiquement augmenté, atteignant un taux de 22,5% des enfants de moins de 5 ans, contre 7% il y a deux ans, taux qui dans la Bande de Gaza est devenu supérieur à celui du Bangla-Desh et comparable à celui du Tchad (soit 30,5% des enfants, 13% étant atteints de malnutrition aiguë, ce qui est considéré par l'OMS comme une urgence médicale). Le ministre israélien de la Santé (ou de la Famine?) a répliqué en déclarant à la télévision: «ils souffrent de malnutrition, mais ils sont toujours en vie. Ils ont des fusils et nous tirent dessus. Et quand nous venons les frapper, ils disent "Attendez, j'ai un enfant dans les bras"» (1)...

Au mois de juin les chômeurs de la bande de Gaza ont commencé à s'organiser en montant des tentes avec des banderoles dans les camps de réfugiés où ils vivent et à certains carrefours (ils n'avaient pas encore réuni suffisamment d'argent pour se déplacer jusqu'à Gaza City!), puis ils réussirent à monter un campement de protestation avec des tentes devant le Conseil législatif. A des élus qui leur prodiguaient des paroles d'encouragement, les chômeurs répliquèrent par des cris et en tapant sur des casseroles pour les faire taire: «Tout le monde parle, nous ne les croyons pas. Pourquoi la télévision palestinienne ne vient pas à notre tente? Pourquoi les médias palestiniens n'écrivent rien sur nous?»; et parlant de représentants officiels qui étaient venus leur dire qu'il n'y avait pas d'argent: «S'il n'y a pas d'argent, comment a-t-il pu acheter de la terre?» et d'un autre: «Il envoie ses enfants étudier à l'étranger et moi je ne peux envoyer mon fils à l'université palestinienne» ou encore: «celui-la nourrit son chien avec 2 poulets par jour et moi je ne peux pas me rappeler la

dernière fois que j'ai pu donner du poulet à mes enfants», etc. (2).

Le premier juillet une manifestation rassemblant 5.000 personnes selon certaines estimations s'est déroulée jusqu'au siège de l'Autorité palestinienne avec les slogans à l'adresse des dirigeants: «Nous avons partagé le sang, pourquoi ne partageons-nous pas le pain?», «Voleurs!», «Où sont les millions?». Les prolétaires savent que les autorités reçoivent une aide financière importante de l'étranger, mais ils voient que cette aide ne va que dans la poche des bourgeois de l'Autorité palestinienne. Les manifestants protestaient en particulier contre les factures d'électricité et d'eau, demandaient l'octroi d'allocations de chômage et critiquaient les syndicats (3).

Le mouvement a pris de la force à la suite de ce succès. Ses revendications sont: sécurité sociale pour tous (pour l'instant seuls 60.000 travailleurs en disposent), création d'emplois dans les Territoires palestiniens, création d'une caisse des travailleurs qui serait alimentée directement par les 17% de charges sociales qui sont ponctionnés sur les salaires et dont les travailleurs ne voient pas la couleur, sans passer par les autorités palestiniennes (4), droit à l'éducation jusqu'à l'université, l'organisation d'élections dans l'Union Générale des Syndicats, dans le but d'en chasser les dirigeants qui ne servent que les intérêts des Autorités.

Début août un durcissement du mouvement et des grèves, en liaison avec la rentrée scolaire et les frais de scolarité qu'elle implique, étaient annoncés par les manifestants qui organisent des piquets devant les sièges des Autorités; ils prévoient aussi de se battre contre les services palestiniens qui devraient couper l'eau et l'électricité (agissant en fait au service des israéliens car ce sont ceux-ci qui en contrôlent la distribution) qui ne sont plus payés par les chômeurs (5). Au moment où nous écrivons nous n'avons pas d'autres d'informations.

Le danger que la situation vraiment dramatique des prolétaires débouche sur une explosion sociale n'est pas redoutée seulement par les dirigeants palestiniens, mais aussi par les dirigeants israéliens si l'on en croit les appels de... Sharon à une aide humanitaire internationale d'urgence en faveur des Palestiniens!

D'autre part, si la situation n'est pas

comparable, le gouvernement israélien lui-même se trouve face à un risque de tensions sociales; alors que l'inflation ronge le pouvoir d'achat des salaires, le budget du gouvernement prévoit une forte baisse des dépenses sociales, avec notamment une baisse des indemnités de chômage, pour équilibrer les comptes dans une situation de marasme économique où les effets de la crise internationale s'ajoutent aux conséquences de l'Intifada. Le chômage a dépassé les 10% (270.000 chômeurs), chiffre jamais connu dans le pays depuis sa fondation, et devrait s'accroître encore; parmi les arabes de nationalité israélienne qui représentent près du cinquième de la population, ce chiffre est beaucoup plus élevé: il atteindrait jusqu'à 30% dans certains villages.

Cette détérioration de la situation sociale interne a même contraint la Histadrout - le syndicat officiel ultra-collaborationniste, qui est un véritable Etat dans l'Etat - à jouer la comédie d'une grève générale de trois heures. L'adhésion des prolétaires juifs à l'union sacrée ne les protège en rien quand les profits capitalistes sont en jeu, comme quelques uns peuvent peut-être commencer à s'en rendre compte (6).

Sans doute ces manifestations de lutte prolétarienne sont limitées - et comment pourrait-il en être autrement? Mais elles montrent que la perspective marxiste du développement de la lutte de classe faisant éclater de l'intérieur l'union nationale qui ne profite qu'aux bourgeois et petits-bourgeois, si lointaine qu'elle soit encore, n'est cependant pas une chimère, et ils indiquent l'avenir.

(1) cf «Libération», 7/8/2. Le rapport est le résultat d'une enquête financée par l'organisme officiel américain USAID.

(2) cf «Haaretz», 27/6/2. Le journaliste de ce quotidien israélien rapporte que quand il a interviewé les chômeurs, il y en avait toujours qui disaient qu'il ne fallait pas critiquer l'Autorité Palestinienne parce que c'était tout ce qui intéressait le journaliste juif, mais la majorité ne voulait pas taire son opposition à cette dernière. Il estime par ailleurs que les accusations des chômeurs envers l'Autorité palestinienne sont «injustes».

(3) cf «Le Monde», 3/7/2.

(4) Les 17% de taxe sur les salaires des palestiniens travaillant en Israël qui auraient dû selon les accords israélo-palestiniens d'Oslo aboutir dans les caisses de l'Autorité

palestinienne, sont en fait jusqu'à ce jour conservés par l'Etat Hébreu qui prétend que cet argent est utilisé pour aider au développement économique des Territoires palestiniens - mais sans jamais avoir donné aucune précision sur cette aide... cf «Haaretz», ibidem.

(5) Selon le compte-rendu d'une rencontre avec les participants à un piquet de grève à Khan Younes (Gaza) le 7/8/2. Voir la dépêche «Vers un large mouvement de grèves dans les territoires occupés?» (12/8/2) sur le site Internet hns.samizdat.net.

(6) «Libération» a interviewé des ouvrières menacées de licenciement à Kiryat-Gat: «On a voulu occuper l'usine, alors ils ont fermé les ateliers et nous ont laissés assises dans la cour comme des Arabes» dit l'une, tandis qu'une autre, qui se dit proche d'un parti religieux extrémiste, estime: «C'est la faute aux Egyptiens et aux Jordaniens qui nous volent le boulot. Ils travaillent pour une misère (...) Quand on a vu que la paix allait être signée avec la Jordanie et les Palestiniens, on s'est dit que c'était pas bon pour nous. La paix nous a coulés». Un journaliste local commente: «Un jour ces gens vont se rendre compte que l'Etat dépense quatre fois plus pour les colons que pour eux. Et ils se révolteront». Les prolétaires israéliens ont, en tant que Juifs, une situation privilégiée par rapport aux prolétaires arabes (qu'ils soient de nationalité israélienne, palestiniens ou autres) qui se traduit par des sentiments de supériorité typiques de toute aristocratie ouvrière, mais encore exacerbés dans ce cas. Mais que cette situation se dégrade et la réalité de leur condition prolétarienne, de leur condition d'exploités, leur apparaît inévitablement: les patrons ne les traitent pas mieux que des Arabes... prolétaires!

### SOUSCRIPTION PERMANENTE 3e liste 2002

E.T. en mémoire de S. Voute: 150,00 /  
Luc: 60,00 / Paris: 450,00 / Roger: 140,00  
/ Semestre: 860,00 / Victor: 100,00  
**Total liste: 1.760 €**  
**Total général: 3.040,37 €**

#### Points de contact:

**Toulouse:** Vente de la presse au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

**Aix-en-Provence, Paris:** Les personnes désireuses de participer aux réunions sont priées d'écrire au journal pour être informées des dates et lieux. Ces réunions sont ouvertes à tous les lecteurs intéressés à s'informer et à discuter de nos positions.

## A propos de la crise dans le CCI

Les lecteurs de «Révolution Internationale» et d'autres organes de presse internationaux du CCI y ont lu depuis plusieurs mois que cette organisation connaît une crise dont la gravité peut être mesurée au nombre et à la place des articles qui y sont consacrés. Un groupe de militants, dont certains paraissent avoir exercé des fonctions de responsabilité, avait formé une «Fraction Interne» qui est accusée de divers manquements aux règles de fonctionnement (celle-ci a démenti ces accusations dans un communiqué que nous avons reçu), l'un d'eux étant même dénoncé dans R.I. comme un probable... «agent provocateur»!

A la lecture du matériel publié par les deux parties, il n'apparaît pas de divergence politique essentielle; les deux côtés revendiquent être les meilleurs continuateurs de l'orientation authentique du Courant Communiste International; la Fraction demande sa réintégration dans l'organisation dont elle dénonce seulement une supposée «dégénérescence», sans en indiquer les causes. Le CCI fait force de références aux luttes acharnées livrées par Lénine dans le POSDR ou par Marx dans l'AIT sans démontrer en quoi ces comparaisons ont quelque chose à voir avec ses problèmes actuels. Il est évidemment exclu que, comme on nous l'a demandé, nous prenions position pour l'un ou l'autre

camp - que ce soit pour les dissidents au nom de la démocratie, ou pour la majorité au nom de la «défense des organisations du milieu prolétarien» - dans cette crise interne d'une organisation dont nous combattons les orientations générales, théoriques, politiques et organisationnelles, communes aux uns et aux autres.

Cela ne nous empêche pas cependant de relever que les méthodes employées par le CCI face à ses dissidents actuels, et qui ne datent sans doute pas d'hier, sont malheureusement trop connues: «criminaliser» les opposants par des accusations infamantes afin de les isoler complètement, parer à tout doute éventuel ou à toute demande d'explication politique de la part des militants par la création d'un climat de «forteresse assiégée» qui permet de les mobiliser «en défense de l'organisation» contre les opposants qui finissent par être dépeints comme étant au service de la bourgeoisie. Ces procédés de sinistre mémoire n'ont jamais été employés ni par Marx ni par Lénine; ils sont en fait caractéristiques d'organisations gangrenées par l'opportunisme et/ou travaillées par les graves contradictions qui existent entre leurs analyses et la réalité. Ils seraient mortels dans un parti révolutionnaire parce qu'ils détruisent inévitablement l'homogénéité politique qui en constitue le ciment, en croyant

l'assurer au moyen d'un caporalisme bureaucratiquement réglementé: étouffant la vie politique interne, ce dernier tend à empêcher d'affronter et de résoudre les problèmes politiques que ne peuvent pas se poser les militants révolutionnaires et à transformer ceux-ci en simples perroquets. Les interrogations politiques refoulées continuent cependant inévitablement à agir souterrainement et elles finissent tôt ou tard par réapparaître avec d'autant plus de virulence, sous la forme de crises organisationnelles destructrices.

Il est inévitable que le climat qui s'est créé dans le CCI se répercute à l'extérieur. C'est ainsi qu'un de nos camarades qui avait eu le malheur de critiquer dans une réunion publique de cette organisation de telles méthodes (tout en réaffirmant qu'il ne défendait aucunement la Fraction), s'est vu en conséquence signifier la «rupture de tout lien politique» avec lui. La signification de cette curieuse déclaration est apparue quelques jours plus tard, lorsqu'il s'est fait injurier et bousculer lors d'une vente par un militant du CCI. Nous ne voulons pas accorder une importance démesurée à cet incident, qui est peut-être dû à la surexcitation de militants locaux. Mais il doit être clair que nous n'entendons pas nous laisser dicter les limites de notre critique par quiconque, et par quelques mesures d'intimidation, y compris physiques, que ce soient.

A bon entendeur, salut.

### « Il Comunista » n°79 (Bimestrale) Aprile 2002

-Per il ritorno ai metodi, ai mezzi e agli obiettivi della lotta di classe  
-Pax israelo-americana in Palestina  
- Alla straffortezza dei padroni, gli operai rispondono con la lotta contro i licenziamenti!  
-No all'abbraccio soffocante dell'interclassismo! (Sull' uccisione di Marco Biagi)  
-A Gela, intorno al Petrolchimico, si sono sovrapposte diverse battaglie, e quella proletaria è stata soffocata nella difesa degli interessi aziendali, e quindi governativi  
-E'«realizzabile» la democrazia nell'epoca dell'imperialismo? (Lenin)  
-Corea del Sud  
-Ai proletari israeliani. Ai proletari palestinesi. Ai proletari d'Europa e d'America  
-Quanto vale la vita di un operaio?  
-Terrorismo e comunismo (VIII) - Trotsky  
-Le masse palestinesi sotto il tallone di ferro dell'ordine imperialista mondiale  
-La bella vita del parlamentare

# Aux prolétaires israéliens - Aux prolétaires palestiniens - Aux prolétaires d'Europe et d'Amérique

( Suite de la page 1 )

en finir avec le salariat, le capital, le marché, avec toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

S'il est vrai que la classe dominante au cours de ses deux siècles d'histoire n'a jamais réussi à résoudre les contradictions matérielles de son mode de production, il est tout aussi vrai qu'elle n'a jamais réussi à résoudre les contradictions qui découlent de l'oppression économique, sociale, politique et militaire de peuples entiers par des pays plus puissants. En se développant, le capitalisme accroît les contradictions qui opposent bourgeois et prolétaires, mais il accroît aussi celles qui opposent la poignée de pays dominants aux pays plus faibles. Au lieu de disparaître ou de s'atténuer, toutes les oppressions s'aggravent; et les oppressions nationales que des intellectuels pédants ont rangé au rayon des antiquités, en même temps que le vieux colonialisme, deviennent de plus en plus présentes, non seulement dans les pays de la périphérie, mais même dans les pays capitalistes développés.

## PROLÉTAIRES D'ISRAËL!

Le Moyen-Orient, conglomérat de petites nations, et la terre de Palestine en particulier, démontrent à l'évidence l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les contradictions qui s'y sont accumulées depuis cinquante ans au moins. Les appels à l'**union nationale** de la part de vos dirigeants, de «droite» ou de «gauche», de même que les appels similaires des organisations palestiniennes, qu'elles fassent ou non partie de l'OLP, ne sont que des appels à des intérêts bourgeois: ceux de la bourgeoisie israélienne forte et unifiée derrière le sionisme et ceux de la bourgeoisie palestinienne, faible et divisée, toutes deux assoiffées de terres et de bras à exploiter.

Israël, Etat imposé par les vainqueurs de la dernière guerre mondiale, a un rôle au Proche et au Moyen-orient qu'aucun autre Etat n'a pu jouer. C'est un Etat-colon, un Etat-gendarme, soutenu moins par la vitalité de son économie propre que par celle du capitalisme international, américain au tout premier chef. Bras de Washington dans une région où domine l'islamisme et où se concentrent de puissants intérêts contradictoires liés aux ressources pétrolières, Israël ne pourra jamais se passer des Etats-Unis; mais les Etats-Unis ne peuvent se passer non plus d'Israël. Les intérêts nationaux israéliens sont inextricablement liés aux intérêts américains: la vie de la bourgeoisie israélienne dépend étroitement des flux de capitaux qui lui viennent des Etats-Unis. A cela elle ajoute deux thèmes idéologiques constamment agités à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières: a) son rôle de défense de la civilisation occidentale en terre d'Islam; b) son statut de victime éternellement menacée, liée au mythe de la «terre promise». Cela ne signifie pas qu'il n'existent pas de conflits d'intérêts entre les deux pays - il en existe toujours entre Etats bourgeois; mais cela signifie que ces conflits ne mettront jamais en cause l'alliance des deux Etats.

Dès le début de la construction de son Etat en Palestine la bourgeoisie israélienne a réussi à faire partager ce nationalisme exacerbé à ses prolétaires d'origine juive, grâce aux thèmes idéologiques rappelés ci-dessus, mais aussi grâce aux avantages matériels tirés de la colonisation des terres arabes - et grâce à la destruction des positions de classe commise par le stalinisme et l'opportunisme démocratique et interclassiste.

**Prolétaires israéliens:** vous avez été empoisonnés par le nationalisme et le racisme, et c'est pourquoi vous n'avez jamais, sauf exception, levé le doigt pour empêcher votre ennemi de classe, votre bourgeoisie,

d'opprimer les Palestiniens. **Prolétaires israéliens:** vous avez été éduqués par votre bourgeoisie mais aussi par l'opportunisme de type stalinien, à voir comme vos alliés les capitalistes israéliens et américains, et à voir comme des ennemis tous ceux qui s'opposaient, d'une façon ou de l'autre, à la naissance et à l'expansion d'Israël qui s'est faite pourtant dans le sang de prolétaires de diverses nationalités, en particulier palestiniens. N'avez-vous jamais compris que l'union sacrée du judaïsme vous a en réalité empêché de lutter pour vos intérêts de classe et de lutter contre l'oppression nationale exercée par votre bourgeoisie contre les Palestiniens dont vous recevez aussi des avantages? Ne voyez-vous pas que la tant vantée démocratie israélienne n'a pas empêché et n'empêchent pas vos dirigeants - démocratiquement élus - d'opprimer et de massacrer systématiquement les Palestiniens et de vous envoyer en guerre, chaque fois que la bourgeoisie décrète la patrie en danger, pour défendre des intérêts bourgeois?

**Prolétaires israéliens:** vous avez sur vos épaules une lourde responsabilité vis-à-vis surtout des prolétaires palestiniens; vous avez partagé avec la bourgeoisie la responsabilité de leur oppression, de leur expulsion de leur terre, des massacres et tueries que l'armée israélienne n'a jamais cessé de commettre contre eux depuis qu'elle existe. Votre premier devoir doit être, selon Lénine, de reconnaître le droit à l'autodétermination des Palestiniens, au delà du fait que soit possible ou non la construction d'un Etat indépendant. Cette reconnaissance implique la lutte la plus décidée contre l'oppression nationale exercée par votre bourgeoisie. Si vous ne vous prononcez pas clairement pour le retrait immédiat des troupes israéliennes des Territoires palestiniens, contre toute oppression des palestiniens, pour la reconnaissance à leur droit de se séparer d'Israël, vous ne pourrez être considérés par eux que comme des «opresseurs» des «ennemis» au même titre que toutes les couches bourgeoises israéliennes!

L'histoire, rappelait Marx, se venge des peuples qui en oppriment d'autres; l'histoire demande des comptes aux prolétaires qui se sont rendus complices de l'oppression d'autres peuples par leur bourgeoisie. Elle vous fera payer les avantages que, en tant qu'Israéliens, vous avez tirés de l'oppression des Palestiniens. Dans la lutte de classe qui opposera le prolétariat en tant que tel, au delà de la nationalité, à la bourgeoisie en tant que telle, quelle place occuperez-vous? Les prolétaires juifs ont écrit de glorieuses pages de lutte, y compris dans les situations les plus dramatiques comme lors de la bataille du ghetto de Varsovie, mais vous les avez oubliés depuis des décennies. Votre collaboration de classe avec votre bourgeoisie vous a conduit à être complice, de fait, des massacres de Sabra et Chatila hier, de Jenine aujourd'hui.

Mais l'armée israélienne ne fait que répondre à d'atroces actes de terrorisme! Les kamikazes palestiniens se font sauter dans des cafés, dans des restaurants, dans des supermarchés, tuant des civils innocents: il faut éradiquer le terrorisme - voilà ce que disent vos dirigeants pour justifier la guerre contre les Palestiniens.

Oui, les actes de terrorisme sont toujours atroces; mais est-ce que la destruction de maisons palestiniennes avec leurs habitants, les tirs de missiles ou de canons qui font des morts parmi des civils palestiniens innocents par centaines ne sont pas des actes de terrorisme atroce? A moins que, parce qu'ils sont palestiniens, ils ne peuvent être complètement innocents? Une des armées les plus puissantes du Moyen-Orient occupe militairement les Territoires palestiniens et sous le prétexte de lutte contre le terrorisme, met à

feu et à sang les villes et villages de tout un peuple, soumis par ailleurs depuis des décennies à l'oppression nationale; un peuple qui ne se laisse pas dominer facilement, mais combat les armes à la main ou à mains nues comme lors de la première Intifada où les lanceurs de pierres se voyaient démocratiquement casser les bras et comme de cette deuxième Intifada où l'armée israélienne passe démocratiquement la population par les armes, sans distinction de sexe ou d'âge.

Oui, les actes de terrorisme provoquent la mort, y compris d'innocents. Les actes de terrorisme font partie intégrante de toute guerre; ils sont utilisés des deux côtés. Mais la disproportion entre une armée moderne et suréquipée et des miliciens peu et mal armés, sans armée véritable, ne peut que les pousser vers des actes terroristes. Les organisations qui y ont recours sont bien conscientes qu'elles n'ont pas de véritables moyens de s'opposer à l'armée israélienne et, tout en sachant que ces actions provoqueront de terribles représailles contre les populations civiles palestiniennes, elles espèrent qu'elles ébranleront le soutien de la population israélienne à la politique de leur gouvernement, qu'elles diminueront l'esprit guerrier de l'ennemi, voire qu'elles finiront par obliger des Etats plus puissants à entrer en action. Les actes terroristes n'ont jamais permis de gagner une guerre, mais ils font partie de la guerre.

## PROLÉTAIRES D'ISRAËL!

Votre avenir ne réside pas dans la collaboration avec votre bourgeoisie; il ne réside pas dans l'approbation du massacre d'hommes, femmes, vieillards et enfants par des blindés à l'étoile de David, ni dans d'impulsives marches pour la paix qui n'ont jamais arrêté une guerre! Le prétexte du «terrorisme» ne doit pas vous arrêter parce qu'il est utilisé par la bourgeoisie pour vous contraindre encore une fois à l'**union sacrée**. La bourgeoisie a le besoin absolu de vous enchaîner à ses exigences, à ses objectifs: sans votre appui, sans votre complicité, sans votre silence elle ne pourrait plus défendre ses intérêts de classe ni faire la guerre aux Palestiniens ou à d'autres pays. Les attentats, la bourgeoisie les utilise pour justifier ces opérations militaires et tous ces mesures politiques et sociales: s'ils n'existaient pas, elles les inventerait.

Votre avenir réside dans la **lutte prolétarienne**, avant tout contre votre bourgeoisie, lutte dans laquelle vous ne pouvez trouver de véritables alliés que dans vos frères de classe prolétaires, au delà de la nationalité; et vos frères de classe sont avant tout les prolétaires palestiniens envers qui vous devez montrer une solidarité active parce qu'ils sont opprimés par votre bourgeoisie. Mais pour se solidariser en tant que prolétaires, il est indispensable de briser le lien qui vous contraint à la collaboration avec votre gouvernement, avec vos bourgeois, avec vos capitalistes.

Ce n'est que si vous réussissez à briser ce lien, que si vous réussissez à vous libérer de l'étreinte suffocante du nationalisme juif et du démocratisme bourgeois, que vous pourrez non seulement être solidaires des prolétaires palestiniens, mais être capables de défendre vos véritables intérêts de classe.

## PROLÉTAIRES PALESTINIENS!

On vous a toujours indiqué la Palestine comme la patrie à conquérir, à laquelle dédier toutes vos forces, toutes vos énergies, toute votre vie. L'oppression nationale qu'Israël exerce sur vous comme sur toute la population palestinienne, vous a conduit à identifier vos intérêts vitaux avec les intérêts «nationaux», avec les intérêts de votre bour-

geoisie nationale.

Toute patrie est un objectif bourgeois et exclusivement bourgeois. Elle est définie par un territoire sur lequel la bourgeoisie édifie son Etat avec toutes ses institutions, son armée, sa police et ses tribunaux, crée son marché, bat sa monnaie, produit ses marchandises, un territoire où elle s'arroge le droit d'exploiter directement ses prolétaires (et peut-être les prolétaires de pays plus pauvres) pour en tirer le profit qui la fait vivre. **Les prolétaires parce qu'ils sont des sans-réserves, n'ont pas de patrie!**

Vous avez été la démonstration pratique de cet axiome marxiste: vous êtes prolétaire exploité en Israël, en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Egypte, en Italie, en France, en Amérique ou ailleurs. Prolétaires, vous êtes obligés de vendre votre force de travail quel que soit le pays où vous êtes réfugiés, au patron quel qu'il soit qui a l'intention de vous exploiter pour extorquer un profit de votre travail.

En tant que prolétaires, particulièrement en Israël, vous subissez deux types d'oppression: à l'oppression du salariat qui vous réunit aux prolétaires du monde entier, s'ajoute la brutalité de l'oppression nationale, de la part d'un pays qui se vante d'être la seule «véritable démocratie» de tout le Moyen-Orient. Mais la lutte contre l'oppression nationale exercée contre vous ne doit pas vous faire oublier que la bourgeoisie palestinienne ne cherche qu'à vous utiliser, ne cherche à utiliser votre combativité, votre courage, votre sang que pour ses propres intérêts spécifiques de classe!

## PROLÉTAIRES PALESTINIENS!

Pendant des décennies vous avez été conduits aux plus grands sacrifices avec le mirage d'une patrie palestinienne dans laquelle vous pourriez enfin vivre en paix. Pendant des décennies on vous a fait croire que cette patrie allait naître de la destruction d'Israël par la victoire militaire et politique sur les forces armées de l'Etat hébreu. En réalité jamais les organisations palestiniennes nationalistes, à commencer par le Fatah, n'ont eu l'intention de l'aller «jusqu'au bout» dans la lutte contre l'oppression nationale israélienne. Parce que ce sont des organisations de **nature bourgeoise**, ils ont toujours cherché la voie du compromis. Mais la pression israélienne était telle qu'ils ne pouvaient pas ne pas organiser la lutte armée, mais pour des objectifs toujours plus limités, toujours plus réduits, jusqu'à une fantomatique «Autorité» sur des villes et des camps éparpillés et supercontrôlés par l'armée israélienne.

Pendant des décennies vous avez été trompés par votre bourgeoisie nationale et par toutes les bourgeoisies des pays arabes soi-disant «frères», parce que leur véritable objectif a toujours été en réalité de contrôler votre combativité, votre résistance, afin qu'elle ne devienne pas un exemple vivant de lutte anticapitaliste pour toute la région. Septembre noir, Tall-el-Zaatar, démontrent que quand les prolétaires s'arment et tendent à défendre leurs intérêts propres, y compris au plan immédiat, ils trouvent contre eux toutes les bourgeoisies de la région unies et alliées en défense de la propriété privée, des banques et de tous leurs intérêts nationaux et de classe.

Les organisations politiques du nationalisme palestinien, des plus modérées aux plus extrémistes, ne pouvaient aller au delà de l'objectif d'une patrie bourgeoise, c'est-à-dire d'un territoire où pouvoir exploiter de la façon la plus efficace et le plus largement ce que vous représentez pour le capital: la force de travail.

Les péripéties de la Résistance palestinienne et des mille compromis d'une bour-

geoisie aspirant à se vendre au plus offrant pour pouvoir mettre la main sur un bout de terre et y hisser le drapeau de sa propriété privée, ont conduit la population et les prolétaires palestiniens dans l'impasse de l'Etat-bantoustan, fragmenté et éparpillé, sous la menace constante du seul Etat existant en Palestine, l'Etat israélien. L'oppression nationale condamnée mille fois dans des résolutions de l'ONU, n'a pas cessé une minute. La bourgeoisie palestinienne elle-même porte une lourde part de responsabilité dans l'incapacité historique de la Palestine à se constituer en une véritable nation.

Les prolétaires palestiniens ont suivi la seule voie qu'il leur fallait prendre: la lutte contre l'Etat oppresseur israélien, mais aussi la lutte contre l'Etat oppresseur libanais, jordanien, syrien et également la lutte contre leur propre bourgeoisie palestinienne, en défense de leurs conditions de vie et de travail. Mais ils ne peuvent mener une lutte efficace pour leurs intérêts vitaux qu'en dépassant les étroites limites de la «nation palestinienne»; ils ne peuvent recevoir d'aide véritable que des prolétaires des autres nations, en se liant à la lutte anticapitaliste internationaliste unissant les prolétaires du monde au delà des rivalités nationales.

La situation reste aujourd'hui dramatique: les prolétaires palestiniens, encore noyés dans le «peuple», sont tragiquement seuls à combattre et ils versent leur sang sous le drapeau d'un nationalisme sans issue. Tout «cessez-le-feu», toute trêve ou tout accord provisoire de paix sont destinés à être suivis de nouvelles répressions, de nouveaux assassinats, de nouvelles invasions.

### PROLÉTAIRES PALESTINIENS!

Votre perspective ne doit pas être l'union avec les diverses couches bourgeoises qui ne peuvent vous offrir que l'impasse du nationalisme ou de la réaction religieuse. L'issue ne se trouve pas dans l'abandon de la lutte contre l'oppression nationale et la soumission aux volontés des puissants de la Terre; mais pas non plus dans un terrorisme suicidaire qui ne provoque que des représailles contre des populations désarmées.

La seule voie à suivre, c'est la voie de l'organisation indépendante de classe, en tant que prolétaires et non en tant que «Palestiniens», pour la défense des conditions de vie et de travail, la voie de la résistance quotidienne contre le capital, la seule «résistance» qui produit force et solidarité dans la classe ouvrière et qui évite de céder aux abandons opportunistes. La seule voie ne peut être que **classiste** et non populaire; **prolétarienne et anti-bourgeoise** et non nationaliste et islamiste, indépendante sur le plan de l'organisation et non embourbée sur le terrain paralysant de la démocratie interclassiste. C'est en se plaçant sur le seul terrain de la lutte de classe ouverte, que la lutte contre l'oppression nationale elle-même peut être efficace et peut sensibiliser des prolétaires d'autres nationalités et les inciter à la solidarité active.

En dehors de la lutte de classe, en dehors de l'organisation prolétarienne indépendante, la tragédie des prolétaires et du peuple palestinien ne pourra connaître de fin.

### PROLÉTAIRES D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE!

Les bourgeoisies impérialistes les plus puissantes du monde, vos bourgeoisies, jouent avec la vie de populations entières sans autre but que celui du maintien de leur domination. Le Moyen-Orient a toujours été une poudrière, une terre où les affrontements nationaux et impérialistes continuent depuis un siècle à plonger les populations qui y vivent dans des guerres toujours plus cruelles. Le contrôle des richesses, des sources d'énergie ou des voies de communications stratégiquement importantes ont toujours été à la base des affrontements entre bourgeois, même quand ils revêtent l'apparence de guer-

res de religion. Mais ceux qui en font les frais, ceux qui en sont les victimes, ce sont toujours les masses déshéritées et prolétaires, qu'il s'agisse de Palestine ou d'Irak, du Liban ou de l'Afghanistan.

Tout Etat bourgeois moderne se présente comme le plus démocratique, le plus respectueux des droits de l'homme, le plus attaché au respect de la Souveraineté nationale des autres pays, le plus désireux de faire cesser les affrontements entre les peuples et les Etats. Mais il n'y a pas d'Etat bourgeois qui n'utilise systématiquement sa force économique, financière, diplomatique ou militaire pour imposer ses intérêts nationaux dans les diverses zones de la planète. Et ce sont les Etats démocratiques les plus anciens qui ont démontré à la face du monde qu'en définitive c'est **par la force** que se résolvent toutes les oppositions d'intérêts dans la société bourgeoise. Et le Moyen-Orient est par définition une région où se heurtent d'innombrables intérêts.

Les grandes puissances impérialistes définissent leur action comme une action de «paix», à défendre ou à imposer dans des régions en guerre perpétuelle. Mais cette paix impérialiste n'est que la domination économique et politique des grandes puissances: elle est en fait la **politique impérialiste de partage des zones d'influence**.

C'est pour ces «guerres pour la paix», «guerres contre le terrorisme», «missions humanitaires» que les classes possédantes, se présentant en force du bien (la Civilisation, la Démocratie, la Libre Entreprise) luttant contre le mal (la Barbarie, la Dictature, l'Arriération) demandent le soutien de ses prolétaires. Mais la réalité est bien différente: là où existe une région stratégique pour l'impérialisme, surgissent des affrontements en tout genre et le «pacifisme» impérialisme montre sa vraie nature guerrière et agressive. Plus importants sont les intérêts en jeu et moins les impérialistes sont prêts à tolérer que d'autres se mettent en travers de leur chemin. Et alors peu importe que leur intervention nationale viole la souveraineté nationale d'autres Etats, peu importe que les populations civiles soient prises sous les bombes ou meurent des conséquences d'un embargo.

Mais pourquoi ces bourgeoisies impérialistes si puissantes, qui peuvent envoyer des soldats aux quatre coins du monde, écraser militairement n'importe quel ennemi, dépensent une telle quantité de temps et d'énergie à convaincre leurs prolétaires de la justice et de la moralité de ces interventions guerrières? Le prolétariat est la véritable source du profit qui est la base du capitalisme. Tout ce qui freine l'exploitation capitaliste des prolétaires diminue ce profit et met donc en difficulté le capitalisme. C'est pourquoi le capitalisme a un besoin impérieux que les tensions sociales inévitablement produites par l'antagonisme entre les classes restent sous le contrôle de forces politiques et syndicales collaborationnistes, conservatrices. Pour maintenir en vie ces forces procapitalistes et leur permettre d'accomplir leur oeuvre corruptrice et paralysante au sein du prolétariat, la bourgeoisie impérialiste n'hésite pas à redistribuer quelques **miettes** de ses gigantesques profits tirés de l'exploitation de ses propres prolétaires mais aussi des prolétaires des pays qu'elle domine. De cette façon les bourgeois réussissent à obtenir un certain amortissement des tensions sociales et l'adhésion des prolétaires à leurs agissements internes et externes derrière le drapeau de la «solidarité nationale» et de l'«intérêt commun». De cette façon ils ont «les mains libres» pour leurs méfaits à l'étranger; mais **plus les bourgeois ont les mains libres et plus ils tendent irrésistiblement à aggraver l'exploitation et l'oppression** non seulement hors de leurs frontières, mais à l'intérieur de celles-ci.

Les prolétaires d'Europe et d'Amérique ont une longue histoire de luttes classistes et révolutionnaires. Mais cette tradition a été déformée, reniée et anéantie par l'action des

forces de la collaboration des classes et par l'opportunisme politique et syndical qui ont systématiquement empoisonné la classe ouvrière par le venin démocratique et nationaliste. Mais malgré toutes les décennies de collaboration des classes, les antagonismes sociaux n'ont pas disparu: au contraire plus l'économie capitaliste avance dans sa folle course mercantile et plus ces antagonismes s'accroissent.

### PROLÉTAIRES D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE!

L'impérialisme des plus grands Etats industrialisés du monde n'a pas pu résoudre les questions liées à l'oppression coloniale, de même qu'il n'a pu résoudre les antagonismes entre Etats concurrents. Cela signifie qu'il continuera à y avoir à l'avenir des guerres avec toutes leurs tueries et toutes leurs conséquences désastreuses, comme il y en a eu dans le passé et comme il y en a aujourd'hui: c'est le mode de production capitaliste, fondé sur la recherche exclusive du profit, qui est la source de toutes les contradictions, de toutes les oppressions, de toutes les répressions, des guerres et des massacres qui ont marqué son histoire quelle que soit sa forme de gouvernement, démocratique ou dictatorial.

L'Etat israélien qui est né pour donner une «patrie» à des populations dispersées et atrocement persécutées, fait preuve du même cynisme bourgeois et de la même détermination inhumaine que celle de tous les Etats bourgeois pour défendre ses intérêts nationaux et pour écraser les couches ou les populations qui y font obstacle. La classe bourgeoise israélienne demande à ses prolétaires, et aux prolétaires d'Europe et d'Amérique, de la soutenir dans sa «guerre contre le terrorisme». Mais en réalité c'est une guerre coloniale qu'elle mène, en utilisant les méthodes du terrorisme d'Etat pour intimider les populations palestiniennes opprimées. Les négociations entre bourgeois israéliens et bourgeois palestiniens ne pourront jamais aboutir à la «paix», comme ne pourront aboutir à pacifier la Palestine les négociations imposées par l'Amérique ou l'Europe. Les bourgeois israéliens et palestiniens pourront conclure des cessez-le-feu; mais ce ne seront jamais que des trêves tant qu'existera l'opposition fondamentale entre les **colonisateurs** israéliens (soutenus indéfectiblement par les Etats-Unis) et les masses opprimées palestiniennes (vaguement soutenues par les pays arabes et européens).

Le prolétariat, en tant que classe internationale historiquement destinée à révolutionner complètement la société bourgeoise, est en réalité la seule force sociale qui peut résoudre toutes les contradictions engendrées continuellement par le capitalisme. Seule la dictature du prolétariat pourra résoudre l'écheveau moyen-oriental, parce que son but est de supprimer, en détruisant le capital, la base de toutes les oppressions existant dans la société bourgeoise. Seule la lutte de classe du prolétariat menée de façon organisée et consciente, indépendamment des exigences de l'économie capitaliste, nationale ou d'entreprise, en dehors de tout type de collaborationnisme interclassiste, peut offrir une perspective y compris aux populations opprimées par les Etats capitalistes les plus puissants. **La lutte de classe combat avant tout l'exploitation, l'esclavage salarié; et c'est grâce à cette résistance élémentaire contre le capital et la bourgeoisie qu'il est possible de mener avec succès la lutte contre toute forme d'oppression - y compris l'oppression nationale!** La lutte prolétarienne se base sur la défense intransigeante des intérêts économiques et sociaux des travailleurs salariés, mais elle tend à rompre les chaînes du salariat en posant objectivement le problème historique de l'organisation communiste de la société humaine.

La lutte de classe est la seule possibilité qu'a le prolétariat pour se défendre efficace-

ment dans la résistance quotidienne contre l'oppression capitaliste comme pour aller vers son émancipation de l'abrutissement du travail salarié.

### PROLÉTAIRES D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE!

Les partisans d'Israël et de sa politique d'oppression des Palestiniens sont les mêmes classes bourgeoises qui vous demandaient de soutenir leur guerre au Vietnam, en Algérie et ailleurs; ce sont les mêmes bourgeoisies qui vous demandaient de les soutenir dans les deux dernières guerres mondiales - et qui vous demanderont à nouveau le sacrifice suprême dans une éventuelle troisième guerre mondiale. Le prolétariat ne doit soutenir aucune de ces guerres de rapine, de colonisation, de pillage que les bourgeoisies mènent sur les divers continents. Il doit les combattre toutes, il doit s'opposer à toutes par le **défaitisme révolutionnaire** et l'**affrontement social!**

Prolétaires d'Europe et d'Amérique! Vos bourgeoisies sont les plus puissantes du monde et grâce à cette puissance elles oppriment des peuples entiers et dominent la plupart des pays du monde. Et elles peuvent d'autant plus exercer cette oppression que la lutte de classe est absente des pays impérialistes. **Rompre** la paix sociale, **rompre** la camisole démocratique et pacifiste qui entrave le prolétariat et l'empêche de retrouver ses orientations de classe, **rompre** les mille liens qui ont été tissés au cours de décennies par le collaborationnisme politique et syndical, ne sera pas chose facile. Ce sera difficile, mais c'est la seule solution pour retrouver la capacité de se défendre contre toutes les injustices, contre tous les abus, contre toutes les pressions et répressions au travail comme dans la vie sociale quotidienne!

La force économique que les bourgeoisies des pays impérialistes utilisent pour asseoir leur domination mondiale pourra se transformer en une gigantesque force de soutien à la lutte révolutionnaire internatio-

( Suite en page 7 )

**VIENT DE PARAÎTRE :**  
**«Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!»**

Cette publication rassemble une sélection de dix articles paru dans «le prolétaire» sur l'Algérie depuis le numéro 390, 1987, au numéro 458, 2001.

(64 pages, 1,5 Euros/5CHF)

**le prolétaire**

parti communiste international (programme communiste)

**Algérie:**  
**Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!**

**27**

## Aux prolétaires israéliens - Aux prolétaires palestiniens - Aux prolétaires d'Europe et d'Amérique

( Suite de la page 6 )

nale contre tous les pouvoirs bourgeois, si le prolétariat européen et américain réussit à s'emparer du pouvoir et instaurer sa dictature. Mais cela ne sera possible qu'en retrouvant d'un côté les traditions classistes produites par les générations prolétariennes précédentes (notamment de Russie, d'Allemagne, d'Italie); et de l'autre en se rattachant à la théorie et au programme du marxisme révolutionnaire qui condense l'expérience historique passée et les objectifs futurs du mouvement prolétarien révolutionnaire.

L'oeuvre de transmission aux générations successives du patrimoine historique des batailles de classe est la tâche du **parti de classe**, organisation de militants communistes qui se place sur le terrain de la révolution anticapitaliste et qui fait de la théorie et du programme communistes le pivot indispen-

sable pour orienter l'action des forces prolétariennes vers leur émancipation: renversement du pouvoir politique bourgeois, instauration de la dictature prolétarienne exercée par le seul parti communiste, guerre révolutionnaire pour défendre le pouvoir prolétarien et soutenir les mouvements révolutionnaires dans les pays capitalistes, transformation économique de la société en démolissant le mode de production capitaliste et érigeant sur ces cendres le nouveau mode de production communiste. Le nouveau pouvoir prolétarien reconnaîtra aux nationalités opprimées le droit de se séparer du vieux pays oppresseur. Aucune contrainte ne sera employée pour maintenir de force des nationalités autrefois opprimées dans le nouvel Etat prolétarien: «*Une seule chose est sûre: le prolétariat victorieux ne peut faire de force le bonheur d'aucun peuple étranger, sans par là miner sa propre victoire*», écri-

vait Engels à propos de la question coloniale (1).

La dictature prolétarienne aura comme objectif de regrouper les prolétaires du monde entier dans un seul grand mouvement révolutionnaire anticapitaliste, afin qu'il unissent leurs forces dans la lutte contre toutes les bourgeoisies nationales, à commencer par la lutte contre leur propre bourgeoisie. Le droit à la séparation ne peut être une fétiche pour le pouvoir prolétarien, étant donné que le grand objectif est d'unifier toutes les populations de la planète dans une société commune, une société de toute l'espèce humaine, le communisme. Mais cet objectif ne pourra être atteint en utilisant des moyens de contrainte semblables à ceux de l'époque bourgeoise, en recourant à l'assimilation forcée ou à l'annexion de territoires et de peuples. Il sera atteint par la lutte révolutionnaire que le prolétariat de toutes les nationalités, associé dans une nouvelle Internationale, mènera contre toutes les bourgeoisies - des petites nations comme des grandes - et toutes les forces liées à la défense du capita-

lisme. Cela signifie que le prolétariat victorieux fera preuve d'une solidarité active et concrète en soutien de la lutte se déroulant dans les autres pays pour garantir sa victoire.

\* \* \*

Dans la situation actuelle de long sommeil de la lutte de classe, les prolétaires conscients et sensibles à la cause révolutionnaire ont une tâche particulièrement importante: celle de se relier au programme et à la théorie du marxisme révolutionnaire; il leur faut se consacrer à la formation du parti de classe, de ce parti communiste international sans lequel le mouvement prolétarien ne pourra jamais triompher dans l'affrontement avec la classe dominante, comme l'a démontré l'histoire des luttes sociales, l'histoire des révolutions et des contre-révolutions.

(1) Lettre d'Engels à Kautsky, 12 septembre 1882

«On ne peut pas formuler les intérêts de classe autrement que sous forme de programme; on ne peut défendre le programme autrement qu'en fondant un parti.»

«La classe en elle-même n'est qu'un matériau pour l'exploitation. Le rôle propre du prolétariat commence au moment où, d'une classe sociale en soi, il devient une classe politique pour soi. Cela ne peut se produire que par l'intermédiaire du parti. Le parti est l'organe historique à l'aide duquel le prolétariat accède à la conscience de classe. Dire: «la classe est au-dessus du parti» - revient à affirmer: la classe dans son état brut est supérieure à la classe qui est en train d'acquiescer sa conscience. Non seulement cela est faux, mais c'est réactionnaire.»

Léon Trotsky

«Et maintenant?» (janvier 1932)

### Vient de paraître Ré-édition de la brochure: «La question parlementaire dans l'Internationale Communiste»

Présentation / Introduction à l'édition de 1967 / **Première partie:** Position du problème: l'année 1919 - Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Lettre circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, Zinoviev, 5-9-1919) - Jean Longuet: déchéance du parlementarisme (Trotsky, le 18-12-1919) / **Deuxième partie:** Au IIe Congrès de l'Internationale Communiste - Discours du rapporteur sur la question parlementaire (Boukharine) - Discours du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) - Discours de Lénine - Réplique du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) - Introduction de Trotsky et Thèses de Boukharine-Lénine adoptées par le Congrès: I. La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme. II. Communisme, lutte pour la dictature du prolétariat et utilisation des parlements bourgeois. III. La tactique révolutionnaire - Thèses sur le parlementarisme présentées par la fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien / **Troisième partie:** A l'épreuve des grandes batailles de classe (1913-1926) - Contre l'abstentionnisme («Avanti!», 13-7-1913) - Ou élections, ou révolution («Il Soviet», 28-6-1919) - Préparation révolutionnaire ou préparation électorale («Avanti!», 21-8-1919) - Elections («Il Comunista», 14-4-1921) - Manifeste pour les élections («Il Comunista», 21-4-1921) - Nostalgies abstentionnistes? («Stato Operaio», 28-2-1924) - Bilan de l'aventurisme fasciste («Thèses de Lyon», III - Question italiennes)

(Brochure «le prolétaire», n° 19, 76 pages, 2 Euros)

## L'Amérique Latine dans la tourmente

Au cours des derniers mois les effets de la crise économique mondiale se sont faits ressentir avec une force toujours plus grande sur le continent latino-américain, entraînant troubles et affrontements dans divers pays. Nous allons le voir dans un rapide tour d'horizon, avant d'y revenir une autre fois sur ces colonies.

Au **Venezuela**, dont nous avons parlé un peu en détail dans le dernier n° du journal, la situation évolue conformément à ce que nous avions prévu: en dépit des concessions de Chavez sur tous les plans, y compris en nommant un gouvernement conforme aux demandes des milieux capitalistes, l'opposition des cercles bourgeois a repris de plus belle. Les commissions pour le dialogue national ont été abandonnées par l'opposition, les manifestations anti-chavistes ont repris et les rumeurs de coup d'Etat ont recommencé à circuler. L'organisation patronale Fedecamaras envisage une grève de l'impôt tandis que les partis d'opposition qui n'appellent pas ouvertement à un coup d'Etat veulent destituer légalement Chavez en le traînant en justice pour les morts d'avril (lors de la manifestation de l'opposition qui a servi de point de départ du putsch) ou en l'accusant de corruption. C'est dans ce climat tendu malgré les déclarations conciliantes répétées de Chavez, que la Cour suprême a absous le premier août les militaires accusés d'avoir fomenté le putsch du 12 avril: la plus haute juridiction du pays a en effet affirmé dans son arrêt qu'il n'y avait pas eu de coup d'Etat! Cette décision qui est un véritable feu vert à un nouveau putsch a été accueillie avec colère par les prolétaires des quartiers pauvres de Caracas - victimes désignées de tout tournant répressif du système politique bourgeois. Les «cercles boliviariens» - organisations plus ou moins informelles de soutien au régime qui se sont multipliés au cours des derniers mois - ont manifesté derrière le slogan: «Chavez pardonne, le peuple non!». La Police Municipale de Caracas a tiré à balles réelles sur les manifestants, faisant des blessés. Le lendemain matin la PM investissait le quartier populaire *23 de Enero*, place forte traditionnelle de l'extrême gauche; les affrontements auraient fait des blessés, peut-être des morts.

Ce que reprochent en fait les cercles capitalistes dirigeants à Chavez et à son régime, ce n'est pas d'être «communiste» (comme le disent les manifestants d'extrême droite) ou de vouloir fomenté des émeutes pour détruire la propriété privée (comme le croient les petits bourgeois apeurés), d'être donc un adversaire de la bourgeoisie et de son système, mais d'être incapable de «maintenir l'ordre», de laisser s'installer l'«anarchie» - en un mot de se laisser se développer l'agitation parmi les masses gi-

gantesques de sans-réserves. Le réformisme purement démagogique de Chavez et de ses amis est devenu insupportable pour les bourgeois parce qu'ils craignent que les déshérités le prennent au mot et finissent par se mettre en mouvement pour arracher par la lutte directe anti-bourgeoise les promesses faites et jamais tenues. Un commentateur vénézuélien écrit que la seule chose qu'a réalisée la «révolution» chaviste, cela a été de produire une contre-révolution. Mais en réalité, **c'est ce que font toujours tous les réformistes:** leurs fausses «révolutions» qui ne touchent en rien au capitalisme, à la bourgeoisie et à son Etat, ne sont que de la poudre aux yeux pour aveugler les prolétaires, les empêcher de s'organiser sur des bases de classe indépendantes, les empêcher d'attaquer le pouvoir bourgeois - et pour permettre à celui-ci de se préparer à les écraser au meilleur moment, quand les promesses du réformisme ne suffisent plus à calmer les opprimés. Le réformisme prépare toujours la répression et la contre-révolution, c'est une loi démontrée malheureusement trop souvent dans l'histoire dont les prolétaires du Venezuela doivent prendre conscience avant qu'il ne soit trop tard.

\* \* \*

A l'autre bout du continent, en **Argentine**, la crise ne cesse de s'approfondir, 5 ans après le début de la récession économique. Les économistes estiment que l'inflation sera pour cette année de 86,4%, tandis que son Produit National Brut reculerait de 15%. Selon des statistiques de la Banque Mondiale, le chômage serait de 15%, mais ce taux est probablement en dessous de la réalité: le chiffre de 25% de la population active au chômage est généralement cité comme plus proche de la réalité. En 6 mois ce sont officiellement 330.000 travailleurs qui ont perdu leur emploi. La majorité de la population est plongée dans la pauvreté (dans certaines provinces les deux-tiers de la population sont tombés dans la pauvreté): la crise ferait mille nouveaux pauvres par jour; les cas de malnutrition se multiplient dans ce pays qui est un grand producteur agricole.

Sur le plan social, ce sont les manifestations de chômeurs (les *piqueteros*) qui occupent le devant de la scène. Le 26 juin la police a violemment réprimé une manifestation de chômeurs qui tentaient de bloquer les routes dans la banlieue de Buenos Aires. Deux manifestants ont été tués par balles et de nombreux ont été blessés.

La crise argentine se propage aux pays voisins, ont affirmé les médias internationaux cet été. C'est en fait la crise mondiale, dont celle argentine n'est qu'une conséquence, qui se fait brutalement ressentir dans ces

pays.

Après 4 ans de récession, l'**Uruguay** s'enfoncé dans la crise économique depuis le début de cette année. Au premier trimestre le PNB a reculé au rythme de 10% l'an et le chômage a atteint - officiellement - les 15%. En fait près de 40% de la population active serait ou au chômage ou en état de sous-emploi. Les salaires auraient baissé de 20% en moyenne. etc. Cette crise a provoqué une fuite des capitaux et la chute de la valeur de la monnaie. Confronté au risque de se trouver à brève échéance en cessation de paiements, le gouvernement uruguayen fermait le 30 juillet toutes les banques du pays pour 7 jours. On a revu alors les mêmes scènes qu'en Argentine avec la population se ruant sur les distributeurs automatiques pour essayer de retirer de l'argent. Le 31 juillet les émeutes ont commencé dans les quartiers populaires de la capitale Montevideo où les magasins ont été pillés et se sont prolongées les jours suivants. Les autorités ont répliqué en arrêtant des pillards (y compris des enfants), en tirant sur les émeutiers et en plaçant la ville sous véritable occupation policière.

Au **Paraguay** voisin où la pauvreté touche 60% de la population, de violentes manifestations ont secoué le pays en juillet. La répression a fait un mort. Au **Pérou** le nouveau gouvernement qui date d'un an atteint des records d'impopularité. Des manifestations de protestation contre sa politique ont été sauvagement réprimées par l'Armée, faisant un mort. En **Colombie** le nouveau président a décrété l'état de «commotion nationale». Le **Mexique** est entré en crise économique à la suite de la récession américaine: des centaines de milliers d'emploi dans les *maquiladoras* qui travaillent pour le marché américain seraient menacés. A **Panama**, où un tiers des travailleurs est au chômage, des affrontements opposent régulièrement chômeurs et forces de police dans la ville de Colon. Des troubles ont également éclaté à **Haïti**, des manifestations violentes ont eu lieu en **Equateur**, etc.

Quant au Brésil, il n'a pu éviter une catastrophe financière cet été grâce à une aide d'urgence du FMI; mais son économie est, elle aussi, en plein marasme. Les organisations financières internationales se sont précipitées à son chevet car une grave crise du géant brésilien aurait non seulement des conséquences désastreuses sur le continent, mais elle aurait aussi de graves conséquences sur le système financier international, étant donné qu'il s'agit de la dixième puissance économique mondiale, où les investissements capitalistes étrangers sont très nombreux. Mais seule une improbable reprise de l'économie mondiale pourrait éviter au Brésil de connaître à son tour le sort de ses

## Sarkozy, continuateur de Jospin

Les décisions les plus spectaculaires du gouvernement Raffarin sont celles qui ont porté sur la lutte contre «l'insécurité». Depuis l'installation du nouveau gouvernement, il ne s'est pas passé de jours sans que Sarkozy fasse son show télévisé, sans qu'on voie la police quadriller des quartiers dans des opérations à grand spectacle. Le ministère de l'Intérieur a été crédité d'une augmentation sensible de son budget: à défaut de faire reculer le chômage, on va embaucher des flics! Un ministère spécial pour la construction des prisons a même été créé. La première loi qui a été votée en grande pompe est la loi sur la sécurité qui comprend notamment le rétablissement de l'emprisonnement des mineurs ou qui prévoit des peines de prison si un prof est attaqué par un élève et des sanctions pénales contre les familles dont les enfants sècheront l'école!

La gauche bien-pensante, scandalisée, crie à la «dérive lepéniste» du gouvernement. Mais elle a «oublié» que la plupart des mesures de cette loi faisaient partie du programme du candidat Jospin - à tel point que certains députés PS voulaient la voter - elle a «oublié» que les opérations policières présidées par Sarkozy étaient planifiées depuis des mois, sous le gouvernement de la gauche plurielle. Elle a «oublié» que les arrêtés démagogiques anti-prostitution avaient été pris par certains maires socialistes (comme à Lyon). Elle a «oublié» que les condamnations pénales de certains syndicalistes (quoi que nous pensions de leur activité) et l'utilisation des CRS existaient avant la victoire de la droite et que c'est bien le gouvernement de gauche qui avait fait voter la loi dite de sécurité quotidienne étendant les pouvoirs de la police et le contrôle de diverses activités. Elle a «oublié» que c'était Guigou qui, la première, avait envisagé de supprimer la nationalité française à des personnes condamnées pour «terrorisme» afin de pouvoir les expulser - mesure d'essence pétainiste s'il en est!

Bien sûr, elle n'a rien oublié. Elle veut simplement faire oublier aux prolétaires son rôle actif dans la mise en oeuvre et le perfectionnement de la répression, son rôle de serviteur empressé du capitalisme sur tous les plans. Les prolétaires ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour se défendre contre la répression bourgeoise, et surtout pas sur les partis et organisations réformistes et leurs suiveurs d'extrême gauche.

### L'Amérique latine ...

vosins.

Le «Financial Times», organe des milieux financiers londoniens, écrivait le 29 juillet qu'en conséquence de ses difficultés économiques: «l'Amérique Latine vire à gauche»: les gens «descendent dans les rues d'une façon qui n'avait plus été vue depuis longtemps»; «Les marxistes et d'autres militants révolutionnaires sont en train de trouver une nouvelle raison d'être»; «Des mouvements de gauche des années 60 et 70 que tout le monde croyait disparus sont en train de proliférer à nouveau», etc.

Le quotidien de la City exagère sans doute; mais ses inquiétudes sont celles du capitalisme mondial devant le spectre qu'il croit entrevoir dans les troubles en Amérique Latine: le spectre non du retour des vieux mouvements populistes et guerrilléristes d'il y a trente ou quarante ans, mais le spectre nouveau et bien plus terrible pour lui de la lutte révolutionnaire prolétarienne.

## LUTTE DE CLASSES EN CHINE

L'entrée dans l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) qui, à l'issue de longues négociations s'est enfin réalisée l'année dernière, était un objectif poursuivi de longue date par les dirigeants chinois, car elle signifie un accès plus facile des marchandises chinoises aux marchés des grands pays capitalistes. L'époque de l'autarcie maoïste est bien finie! Le jeune capitalisme chinois, en pleine expansion, ne peut plus se passer du marché mondial où il commence d'ailleurs à bousculer pas mal de concurrents. Mais ce développement capitaliste et cette insertion toujours plus grande sur le marché mondial provoquent, et provoqueront encore davantage à l'avenir, une accentuation générale des contradictions entre les classes, une aggravation des tensions sociales à mesure que se détériorent les conditions des prolétaires et des paysans pauvres alors qu'à l'autre pôle de la société d'énormes richesses s'accumulent entre peu de mains.

L'ouverture des frontières à la concurrence étrangère qu'implique l'adhésion à l'OMC va porter un coup fatal aux secteurs les plus faibles de l'économie, en premier lieu dans l'agriculture, et elle oblige des pans entiers de l'industrie à se «restructurer» - autrement dit à liquider les entreprises trop peu rentables et à augmenter l'exploitation des prolétaires dans les autres - pour supporter le choc. C'est ainsi que selon les estimations officielles la baisse des droits de douane sur les importations agricoles et la fin des quotas et des monopoles d'Etat devraient entraîner la disparition de 13 millions d'emplois dans l'agriculture (1).

Dans l'industrie les restructurations ont commencé à se faire durement sentir depuis 5 ans par des licenciements massifs. Selon des chiffres officiels 11,5 millions de personnes auraient été licenciées en 1997, 8,9 millions en 1998; il y en aurait eu de 5 à 6 millions par an les années suivantes. Les entreprises d'Etat devraient supprimer encore de 25 à 40 millions d'emplois d'ici la fin de la décennie pour devenir compétitives; d'autres sources estiment que dans les années qui viennent le nombre de licenciés pourraient atteindre les 10 millions par an, alors que 7 millions de personnes entreraient chaque année sur le marché du travail (2).

En dépit de ces chiffres qui donnent le vertige, la statistique officielle estime à moins de 4 % le taux de chômage urbain et ne prévoit guère d'augmentation. Cette estimation est invraisemblable car la plus grande partie des licenciés des régions industrielles traditionnelles n'ont pu retrouver du travail dans les nouveaux secteurs en pointe qui se trouvent souvent à l'autre bout du pays et qui préfèrent embaucher de jeunes travailleurs taillables et corvéables à merci venus des campagnes (le travail forcé est même répandu dans de véritables bagnes qui emploient des jeunes travailleuses venues des campagnes dont le permis de séjour est confisqué, qui vivent dans des locaux fermés à clé et doivent travailler jusqu'à épuisement pour «rembourser» les diverses avances faites par leur patron). Les estimations d'un chômage urbain moyen de 15 %, pouvant monter à 25 % environ dans certaines régions industrielles, sont plus vraisemblables.

Il faut préciser qu'il n'existe pas de taux de chômage publié pour l'ensemble de l'économie dans un pays où pourtant 69 % de la population vit encore à la campagne, 50 % étant véritablement employés dans l'agriculture, les 19 % autres travaillant en ville, d'une façon ou d'une autre. Une partie forme cette «population flottante» de travailleurs venus des campagnes à la recherche d'un emploi quelconque: elle peut atteindre jusqu'à 120 millions de personnes à certaines périodes de l'année, et n'est pas enregistrée dans les chiffres officiels. Selon certaines estimations, le nombre de chômeurs urbains et ruraux seraient de 170 millions (3).

Cette vague de restructuration des entreprises ne s'est pas soldée seulement par une gigantesque vague de licenciements, mais aussi par une intensification des rythmes de

travail, des baisses de salaire (ainsi que la tendance des entreprises en difficulté d'avoir recours au retard de paiement ou au non-paiement des salaires), en un mot par une intensification de l'exploitation capitaliste.

Une des conséquences les plus tragiques en est l'augmentation des accidents de travail. En 2001 on a recensé officiellement (donc la réalité doit être bien pire) plus d'un million d'accidents (20 % de plus que l'année précédente) qui ont fait plus de cent mille morts (10,4 % de plus). Les accidents dans les mines, essentiellement les mines de charbon, en représentent une grande part. Premier producteur mondial, la Chine produit 25 % du charbon extrait sur la planète, mais elle enregistre 80 % des accidents mortels survenus dans ces mines (4)! 5 à 6.000 mineurs de charbon périssent en moyenne chaque année (on pourrait atteindre cette année le triste record de 10.000 morts) pour produire un charbon qui peut d'autant mieux concurrencer les producteurs étrangers que les salaires chinois sont bas et que l'économie sur les mesures de sécurité est généralisée.

Les autorités chinoises rejettent le blâme sur les mines privées illégales, particulièrement dangereuses (5), mais c'est en réalité toute l'industrie, privée ou publique, légale ou «illégal», qui est mue par une course effrénée au profit et qui y sacrifie allégrement la santé et la vie des prolétaires: pour le capitalisme les prolétaires sont-ils autre chose que de la chair à profit, qu'il faut exploiter jusqu'à la dernière goutte de sueur?

### LUTTES OUVRIÈRES

Les attaques déclenchées par le capitalisme chinois ne se sont pas déroulées sans rencontrer de résistance de la part des prolétaires. Les informations sur les conflits sociaux sont rares étant donné la censure des médias chinois, mais dans certains cas elles arrivent malgré tout à filtrer. En 1997 par exemple, au début de la vague de licenciements, 4.000 ouvriers d'une usine textile du Sichuan qui venait de fermer manifestèrent pour exiger des indemnités de chômage, ce qui constituait, semble-t-il une première. En 1998 la police chinoise avait enregistré 5.000 attroupements dans les villes ou les campagnes, le plus souvent pour protester contre le non-paiement de salaires ou de retraites, contre des escroqueries de fonds de pension, contre l'arbitraire de certaines autorités, etc. Autre signe du mécontentement, les actions en justice engagées par des travailleurs contre leurs patrons passaient de 17.000 en 1992 à près de 500.000 en 2000. Inutile de dire que les tribunaux ont plutôt tendance à se prononcer en faveur des patrons qu'en faveur des ouvriers. La répression contre ces mouvements ne faiblit pas: en 1999, 48.000 personnes étaient condamnées à la «rééducation par le travail» (= travaux forcés) «pour avoir perturbé l'ordre public, notamment le fait de provoquer un attroupement pour chercher querelle et de fomenter des troubles» et ce chiffre aurait augmenté de 20 % en 2000 (6). Les incidents les plus violents dont la presse internationale a eu connaissance eurent lieu en février 2000, lorsque des émeutes éclatèrent à Yangjiazhangzi, une ville minière du nord-est: des milliers de mineurs s'attaquèrent aux bâtiments officiels, aux voitures de police, etc (7).

Mais les derniers mois ont connu une agitation ouvrière qui est probablement sans précédent. Au mois de mars des manifestations ouvrières rassemblant des dizaines de milliers de personnes eurent lieu dans les provinces industrielles du nord-est à Daqing, grand centre de l'industrie pétrolière de la province de Heilongjiang (il produit 30% du pétrole chinois, mais la production ne cesse de décroître), à Liaoyang et à Fushun (province de Liaoning) (8).

A Daqing, ville de deux millions d'habitants, le nombre travailleurs du pétrole licenciés en 2000 et 2001 serait de 80.000, soit près du quart des personnes employées dans ce secteur qui est à peu près la seule activité.

La compagnie avait obligé les licenciés à accepter une certaine somme pour solde de tout compte. Puis elle décida de diminuer unilatéralement ses versements (notamment en ne versant pas les indemnités prévues pour le chauffage) alors que les tarifs pour les assurances médicales et les retraites augmentaient de 46 %.

Le premier mars 3000 ouvriers du pétrole licenciés manifestèrent devant les locaux de la direction de la PetroChina sous la banderole de leur organisation, le «Comité Provisoire du Syndicat des Travailleurs Licenciés du Pétrole de Daqing», pour exiger satisfaction de leurs revendications. Le lendemain ils étaient 50.000. Malgré la présence policière massive et la répression (arrestation de manifestants accusés faussement d'être des membres de la secte Falungong, de leaders présumés, etc.) les manifestations de plusieurs milliers de personnes se succédèrent encore pendant deux mois. En dépit du silence total observé par les médias, les ouvriers réussirent à diffuser l'information sur leur mouvement auprès de travailleurs d'autres régions et des manifestations inspirées par leur exemple eurent lieu en différents endroits: par exemple plusieurs milliers de travailleurs du pétrole licenciés de la province de Heibei manifestèrent à Changzhou le 4 mars.

Liaoyang, ville industrielle de 1,8 millions d'habitants, a connu depuis plusieurs années une forte baisse d'emplois. Le complexe textile employait 120.000 travailleurs dans les années 70; il n'a plus aujourd'hui que 500 ouvriers. L'entreprise sidérurgique avait eu jusqu'à 12.000 ouvrières et ouvriers; lorsqu'elle fit faillite en 2001 il n'y en avait plus que 6000. Le chômage dans la ville tournait autour de 25 % en 2001, mais même une bonne partie de ceux qui ont un travail sont obligés d'avoir un autre travail dans le secteur informel pour s'en sortir (ce serait le cas de 80% des travailleurs!).

Les travailleurs de l'usine sidérurgique avaient commencé à lutter dès mai 2001 en organisant divers rassemblements, en bloquant la circulation, etc. Des négociations avec des représentants des travailleurs eurent lieu à plusieurs reprises: d'un point de vue légal un vote des employés est nécessaire pour qu'une entreprise d'Etat soit déclarée en faillite. Les travailleurs ont essayé - sans succès - de se servir de cette possibilité pour bloquer la liquidation et faire ainsi pression sur les Autorités; il semble que promesse ait été faite que des versements leur soient faits avant la fin de l'année.

Lassés d'attendre depuis des mois que  
( Suite en page 8 )

### «The Proletarian»

Supplément en anglais  
du «prolétaire»

- Nr. 1 / February 2002 -  
- Summary -

-Attacks against the U.S.A. : Only the revolutionary Class' Struggle will end the bourgeois Terror and Massacres

-To our readers

-Capitalism is international and global. The anti-capitalist struggle must be international and global

-The Struggle of the International Proletariat Against the Imperialist Strongholds, the Only Means to Help the Palestinian Proletarians and Masses

-Against the Imperialist War in Chechnya. The Russian Workers Must Break with Their Bourgeois Chechnyan War by reviving the Daily Struggle in the Factories, the Cities and the Country

-No to the imperialist action in Yugoslavia! Down with all nationalisms and all bourgeois oppressions! Leaflet published on March 1999

-Rover: Need of the Class Struggle

-At the Editions Programme

-The International Communist Party's Programme

# Tunisie: farce électorale et répression permanente

Au mois de mai le référendum organisé par le gouvernement tunisien pour modifier la Constitution a donné le résultat suivant: 99,52 % de oui (participation: 96 %)! Le nombre de mandats présidentiels pouvant être exercé devient illimité, l'âge limite est porté à 75. Avec cette réforme Ben Ali s'est assuré la possibilité de rester Président pendant encore 12 ans au moins; et comme on n'est jamais trop prudent, une autre modification prévoit une immunité juridique complète au Président, même après qu'il ait quitté ses fonctions, tandis qu'est instituée la notion de «crime contre la patrie»...

Une farce électorale aussi grotesque ferait rire si elle n'était l'autre côté d'une réalité sinistre du capitalisme tunisien: une répression permanente contre tous les opposants, potentiels ou réels, la pratique constante de la torture, les intimidations de tout type, le flicage généralisé de la population, dans le but de préserver sans doute la position du clan au pouvoir mais aussi et surtout de **protéger les bourgeois et leur système** contre les prolétaires et les masses opprimées. Les bourgeois se souviennent de la vague de manifestations et d'émeutes d'il y a presque vingt ans (janvier 1984) qui avait ébranlé le régime en réaction à l'augmentation du prix du pain et de la semoule, le contraignant à abroger cette augmentation au bout de 8 jours d'affrontements. La répression avait été féroce, à la mesure de la peur ressentie par les bourgeois: outre les nombreux morts et des centaines de blessés lors des émeutes, de nombreux manifestants avaient été condamnés à des peines de 5 à 30 ans de prison, et 10 à la peine capitale avant que cette peine soit commuée en prison à vie...

Le régime de Ben Ali (un jour, celui-ci a mis de côté le vieux Bourguiba qui s'accrochait à son poste de Président à vie alors

même que son ancien charisme auprès de la population s'était noyé dans le sang des émeutes) est le fruit de la crainte des milieux bourgeois dirigeants pour qui tout relâchement de la répression, toute ouverture d'un espace politique, pourrait devenir la brèche dans laquelle s'engouffreraient les masses.

C'est pourquoi les dirigeants tunisiens font la sourde oreille aux professionnels occidentaux des Droits de l'homme qui leur conseillent de démocratiser le régime pour assurer sa solidité; mais c'est pourquoi aussi les parrains impérialistes de la Tunisie soutiennent sans état d'âme un Ben Ali: l'ordre doit régner en Tunisie d'autant plus que l'incendie court dans l'Algérie voisine. Les investissements impérialistes ont plus que doublé en 4 ans, pas seulement dans le tourisme mais aussi dans l'industrie où les bas salaires et la discipline que fait régner l'Etat sont un argument autrement plus puissant que l'état des droits de l'homme.

La France, qui est le premier partenaire économique de la Tunisie, en fournit la preuve. L'année dernière le gouvernement de gauche avait émis quelques protestations après les mesures répressives prises contre des démocrates bourgeois (avocats de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme du Conseil National pour les Libertés en Tunisie, etc.). Mais ces protestations, qui sont restées purement platoniques, n'ont pas empêché la poursuite des fructueuses relations économiques avec Tunis, au point que la Tunisie «bénéficie» maintenant de l'«aide» par habitant la plus importante accordée par Paris. Cette «aide» est avant tout une aide à l'impérialisme. On peut constater à quel point elle est efficace quand on sait que les échanges avec ce pays se soldent par le plus gros excédent de la balance commerciale française avec des pays africains après celui avec l'Egypte; ou quand on lit les résultats

d'une enquête sur les entreprises françaises qui y sont implantées: en 2001, 78 % prévoient une progression de leur chiffre d'affaires et elles étaient 67% à se dire fortement bénéficiaires, aucune ne se déclarant déficitaire (1)! Faut-il alors s'étonner de la sollicitude des gouvernements français, de droite ou de gauche, pour le régime tunisien?

Début février Hama Hammami, dirigeant du PCOT (Parti Communiste des Ouvriers Tunisiens), et 3 autres militants de ce parti qui vivaient dans la clandestinité se constituent prisonniers (2). S'ils espéraient que la mobilisation de nombreux avocats et de démocrates étrangers allait contraindre le régime à un «procès équitable», ou au moins à leur accorder la tribune d'un tel procès, ils ont dû être cruellement déçus: ils furent immédiatement condamnés, sans même qu'il y ait eu le moindre simulacre de procès (la peine finale, après appel, sera de 3 ans et 2 mois pour Hammami, 3 ans et 9 mois pour Maddouri (dont 2 ans pour outrage à magistrat), et 1 an et neuf mois pour Taamallah. Le quatrième militant, Ammar Amroussia, qui devait purger une peine de 2 ans et 4 mois a probablement été jeté en prison sans autre forme de procès. Fin juin l'épouse d'Hammami, l'avocate Radhia Nasraoui, entamait une grève de la faim qu'elle continua pendant plusieurs semaines pour obtenir la libération de son mari. Elle a dénoncé aussi les conditions exécrables de détention de tous les détenus, qu'ils soient de droit commun ou politiques.

Outre les militants du PCOT, il y a en effet de nombreux prisonniers politiques qui croupissent anonymement dans les geôles tunisiennes. Selon un rapport de différentes organisations humanitaires: «Des milliers d'opposants politiques réels ou supposés ont été torturés et emprisonnés à l'issue de projets inévitables au cours de la dernière décennie. En dépit de la libération de plus cent prisonniers de conscience en novembre 1999, environ mille d'entre eux sont toujours en prison dans des conditions qui constituent un traitement cruel, inhumain et dégradant. Leurs proches sont harcelés, in-

timidés, privés de leurs passeports et détenus. La police empêche délibérément les anciens prisonniers politiques et de conscience de travailler et de reprendre une vie normale et ils sont appelés à se présenter à la police, de plusieurs fois par jour à plusieurs fois par semaine selon les cas, etc.» (3).

La situation des prisonniers politiques est le reflet de la situation de la classe ouvrière en Tunisie: privée dans les faits de tout autre droit que celui d'obéir aux patrons, soumise au flicage du syndicat officiel et à la répression de l'Etat bourgeois. Pour combattre l'oppression et l'exploitation il est illusoire de compter sur de supposés vellétés de démocratisation du régime, sur le soutien des bourgeois démocrates tunisiens ou étrangers ou sur des pressions de l'impérialisme. Seule la **lutte ouverte des prolétaires et des masses exploitées** pourra faire reculer le régime despotique de Ben Ali, seule l'**union combattante des prolétaires des deux côtés de la Méditerranée** pourra desserrer la prise de l'impérialisme et permettre la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Nous n'en sommes pas encore là aujourd'hui; mais les actions de solidarité avec les victimes de la répression et la dénonciation de la complicité de l'impérialisme français et du rôle dans cette complicité des partis sociaux-impérialistes, sont les premiers pas indispensables dès aujourd'hui pour que se réalise demain cette union prolétarienne internationale.

(1) cf Le «Rapport 2002 du CIAN» (Conseil Français des Investisseurs en Afrique), *Le Moci*, n° spécial, 20/12/2001.

(2) Ils avaient été condamnés par contumace en juillet 99 lors d'un procès contre 17 étudiants (condamnés à de lourdes peines de prison ferme après avoir été l'objet de graves sévices lors de leur emprisonnement, à l'époque d'une vague d'agitation dans les universités) pour «appartenance à une organisation interdite», «propagation de fausses nouvelles» et «diffamation de l'Etat». Selon la loi, le fait de se constituer prisonnier fait tomber les anciennes condamnations et entraîne l'ouverture d'un nouveau procès. D'après la déclaration d'une déléguée de la Ligue des Droits de l'Homme au procès Hammami, celui-ci voulait se présenter contre Ben Ali aux présidentielles de 2004: il devait donc sortir de la clandestinité. Le programme du PCOT est démocratique et nationaliste; il appelle à «un large rassemblement démocratique» contre le régime de Ben Ali.

(3) cf «Tunisie, le livre noir». Ed. La Découverte, p. 170.

## LUTTE DE CLASSES EN CHINE

(Suite de la page 7)

ces promesses soient tenues alors que les patrons vendaient les machines à leur seul profit, les ouvriers commencèrent début mars à placarder des affiches de protestation. Rejoints par des milliers d'autres prolétaires, ils étaient plus de 15.000 à manifester les 11 et 12 mars. Le 18 mars 4000 travailleurs de l'usine sidérurgique étaient rejoints par près de 30.000 prolétaires d'une vingtaine d'usines de la ville.

Les manifestants exigeaient, outre le paiement de leurs salaires et allocations et l'arrestation des patrons, la reconnaissance de leur droit à constituer leur propre organisation et la démission du président de l'Assemblée locale. En raison évidemment du climat social, celui-ci avait pourtant multiplié les déclarations selon lesquelles les salaires et les pensions devaient être payés sans retard et que les habitants les plus pauvres de l'agglomération devaient recevoir suffisamment d'argent pour vivre: les ouvriers avaient pu constater ce que valaient ces promesses démagogiques.

Après l'arrestation de 5 dirigeants du mouvement qui étaient venus négocier avec les autorités (on leur reprochera officiellement le crime d'avoir organisé les ouvriers de 22 entreprises pour demander la démission du président), des manifestations de protestation se poursuivirent jusqu'à la fin mars, avec occupation de certains locaux administratifs, jusqu'à ce qu'une présence policière massive arrive à mettre fin à ces manifestations déclarées illégales par les autorités, qui se verraient aussi obligées de verser une partie des salaires dûs et d'arrêter le patron de l'usine.

Fushun (plus de 2 millions d'habitants) est un centre traditionnel de l'industrie charbonnière depuis le XII<sup>e</sup> siècle, également en

plein marasme: des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs ont été licenciés depuis 1995. Des mouvements de lutte des prolétaires y ont semblé-t-il eu lieu dès 1994 pour protester contre la menace de 20.000 licenciements: les autorités avaient répondu en faisant la promesse qu'il n'y aurait aucun licenciement. En 1998 et 1999 des mineurs retraités ou licenciés bloquèrent les routes et les voies ferrées. A la mi-mars 2002 10.000 travailleurs licenciés des mines de charbon et de ciment, d'entreprises sidérurgiques et pétrolières bloquèrent routes et voies ferrées pour protester contre l'insuffisance de leurs allocations. Ces blocages se répétèrent à plusieurs reprises pendant tout le mois. Finalement les Autorités acceptèrent de verser une prime aux travailleurs.

\* \* \*

La presse internationale a rapporté que de nombreux cas de ce type, quoique à plus petite échelle, ont éclaté dans les différentes régions du pays au cours de la dernière période.

Ce ne sont encore là que les premiers signes, encore embryonnaires, qui montrent que l'époque des luttes ouvrières se rapproche en Chine. Il n'y a pas de doute que le prolétariat chinois a encore devant lui de nombreux pas à faire et de nombreux problèmes à surmonter avant de pouvoir se dresser dans toute sa force. Mais il n'y a pas de doute non plus qu'il est en train de commencer à s'éveiller...

(1) cf «Far Eastern Economic Review», dans «Courrier International» n°589 (14-20/2)

(2) cf «Business Week», 8/4/2. Selon les

sources le nombre de travailleurs licenciés de 1998 à 2001 va de 25 à 36 millions.

(3) D'après un rapport officiel du Ministère du Travail et de la Solidarité cité, sans autres précisions, par ICFTU-APRO «Labour Flash» n° 1047, 15/2/2. Ce nombre se décompose en 160 millions de sans-emploi dans les campagnes et 10 millions dans les villes, soit en tout 13 % de la force de travail du pays.

(4) cf «Zhongguo Laogong Tongxun», «Courrier International» n° 596 (4-10/4/2).

(5) Cet argument est repris par les trotskystes, voir par exemple «Lutte Ouvrière» n°1777 (23/8/2): «les raisons de ces meurtres sont simples: les 15.000 mines de charbon sont souvent privées et les capitalistes les font fonctionner en rognant au maximum sur les conditions de sécurité». De leur côté les autorités affirment avoir fermé des milliers de mines illégales (le nombre de mines total est passé de 82.000 en 1997 à 23.000 en 2002) - mais le nombre de morts n'a pas diminué pour autant. Ces mines avaient été encouragées au début des années 90 et il continue sans aucun doute à en exister des quantités. Alors que le charbon se vend à 23\$ la tonne sur le marché mondial, les mines chinoises les plus productives le fournissent à 5\$. Commentaire d'un spécialiste: «Vous avez fondamentalement une industrie qui utilise leur vie [des mineurs] pour financer ses exportations» en économisant sur le coût des mesures de sécurité. cf «Financial Times», 17/7/2: le capitalisme d'Etat est tout aussi criminel que le capitalisme privé.

(6) Voir le rapport du BIT (Bureau International du Travail) «l'Elimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire», Genève février 2001, p. 155.

(7) cf «Financial Times»

(8) Les informations qui suivent sont tirées essentiellement de «Paying the price: Worker Unrest in Northeast China», «Human Rights Watch» Dossier vol. 14, n°6, août 2002.

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France :**

Editions Programme, 3 rue

Basse Combalot, 69007 Lyon

**Pour la Suisse :**

Editions Programme, Ch. de la

Roche 3, 1020 Renens

**Pour l'Italie :**

Il Comunista, C. P. 10835,

20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien:** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**